Canada. Parlement.
Comité spécial mixte sur
l'immigration, 1967/68.
Procès-verbaux et té-
moignages.

14 DATE	NAME - NOM
A1	

J
103
H72
1967/68
I4
A1

CHAMBRE DES COMMUNES

Deuxième session de la vingt-septième législature

1968

COMITÉ SPÉCIAL MIXTE

DU

SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

SUR

L'IMMIGRATION

Chargé d'enquêter et de faire rapport sur le Livre blanc concernant l'immigration, déposé à la Chambre des communes par le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration le 14 octobre 1966, et déposé au Sénat le 18 octobre 1966, ainsi que d'enquêter sur les Rapports relatifs aux questions d'immigration, présentés au gouvernement du Canada par M. Joseph Sedgwick, c.r., en 1964 et en 1966.

Coprésidents:

L'honorable sénateur Léopold Langlois
et M. Milton L. Klein, député

PROCÈS-VERBAUX ET TÉMOIGNAGES

Fascicule 1

SÉANCES DU MARDI 13 FÉVRIER 1968
DU MARDI 20 FÉVRIER 1968 ET
DU JEUDI 29 FÉVRIER 1968

TÉMOINS:

Du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration: MM. Tom Kent, sous-ministre (Immigration); R. B. Curry, sous-ministre adjoint (Immigration); E. P. Beasley, directeur du Service canadien; et Benoît Godbout, directeur du Service outre-mer. *De la Commission d'appel de l'Immigration:* M^{lle} Janet Scott, présidente; MM. J. C. A. Campbell, vice-président; et D. M. Sloan, registraire.

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA, 1968

27011-1

COMITÉ SPÉCIAL MIXTE
COMITÉ SPÉCIAL MIXTE
COMITÉ SPÉCIAL MIXTE

COMITÉ SPÉCIAL MIXTE DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

MEMBRES DU COMITÉ REPRÉSENTANT LE SÉNAT

L'honorable sénateur Léopold Langlois, *président*
et les honorables sénateurs

Cameron	Fourrier (<i>Madawaska-</i>	Macnaughton
Croll	<i>Restigouche</i>)	Nichol
Desruisseaux	Hastings	Pearson
	Hnatyshyn	Willis—12

MEMBRES DU COMITÉ REPRÉSENTANT LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. Milton L. Klein, *président*
et

M. Aiken	M. Enns	M. Prud'homme
M. Badanai	M. Haidasz	M. Régimbal
M. Baldwin	M. Laprise	M. Roxburgh
M. Bell (<i>Carleton</i>)	M. Macaluso	M. Skoreyko
M. Blouin	M. Munro	M. Ryan
M. Brewin	M. Nasserden	M. Watson (<i>Châteauguay-</i>
M. Crossman	M. Orlikow	<i>Huntingdon-</i>
M. Deachman	M. Pelletier	<i>Laprairie</i>)—24.
M. Dinsdale		

(Quorum 12)

Le secrétaire du Comité,

Maxime Guitard.

Le VENDREDI 19 mai 1967

Il est résolu—Qu'un comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit nommé pour étudier l'immigration, déposé à la Chambre des communes le 14 octobre 1966 et au Sénat le 18 octobre 1966, ainsi que les Rapports concernant les questions d'immigration soumis au gouvernement du Canada par M. Joseph Sedgwick, C.R., en 1964 et 1966, et de faire rapport à ce sujet;

ORDRE DE RENVOI (SÉNAT)

Le MARDI 6 juin 1967.

Que le Sénat se joigne à la Chambre des communes pour nommer un comité mixte spécial des deux Chambres chargé d'étudier le Livre blanc sur l'immigration, déposé à la Chambre des communes le 14 octobre 1966 et au Sénat le 18 octobre 1966, ainsi que les Rapports concernant les questions d'immigration soumis au gouvernement du Canada par M. Joseph Sedgwick, C.R., en 1964 et 1966, et de faire rapport à ce sujet;

Que les sénateurs dont les noms suivent soient désignés pour représenter le Sénat au sein du comité mixte spécial, savoir: les honorables sénateurs Baird, Blois, Cameron, Croll, Desruisseaux, Fournier (*Madawaska-Restigouche*), Hastings, Langlois, Macnaughton, Nichol, Pearson et Willis; et que le quorum soit établi à douze membres pourvu que les deux Chambres soient représentées;

Que le comité soit autorisé à convoquer des personnes, à exiger la production de documents et de dossiers, à interroger des témoins, à présenter des rapports de temps à autre et à faire imprimer au jour le jour les documents et les témoignages dont il pourra ordonner l'impression;

Que les procès-verbaux des délibérations et les témoignages du comité de la dernière session soient déferés audit comité et fassent partie de ses archives;

Que le comité soit autorisé à siéger pendant les séances et les ajournements du Sénat;

Attesté.

Le greffier du Sénat,

J. F. MACNEILL.

Le Greffier de la Chambre des communes
LÉON J. HAYMOND.

Le MARDI 13 février 1968

Il est ordonné—Que permission soit accordée à la section de la Chambre des communes du comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur l'immigration, de siéger pendant les séances de la Chambre.

Attesté:

Le Greffier de la Chambre des communes
ALSTAIR FRASER.

ORDRES DE RENVOI (CHAMBRE DES COMMUNES.)

Le VENDREDI 19 mai 1967.

Il est résolu,—Qu'un comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit nommé pour étudier le Livre blanc sur l'Immigration déposé à la Chambre des communes le 14 octobre 1966 ainsi que les Rapports concernant les questions d'immigration soumis au gouvernement du Canada par M. Joseph Sedgwick, c.r., en 1964 et 1966, et pour faire rapport à leur sujet;

Que vingt-quatre députés, à être désignés plus tard, fassent partie dudit comité; que le quorum soit fixé à douze membres à condition que les deux Chambres soient représentées et que l'application de l'article 67 du Règlement soit suspendue à cet égard;

Que ledit comité soit autorisé à convoquer les personnes et à exiger la production de documents et de dossiers, à interroger des témoins, à soumettre des rapports à l'occasion et à faire imprimer au jour le jour les documents et les témoignages dont le comité pourra ordonner l'impression, et que l'application de l'article 66 du Règlement soit suspendue à cet égard;

Que les procès-verbaux et le compte rendu des témoignages du comité de la dernière session soient déferés audit comité et fassent partie de ses archives.

Le LUNDI 29 mai 1967.

Il est ordonné,—Que les membres de la Chambre des communes du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes pour enquêter et faire rapport sur le Livre blanc sur l'Immigration déposé à la Chambre des communes le 14 octobre 1966, et sur les rapports concernant les questions d'immigration, présentés au gouvernement du Canada par M. Joseph Sedgwick, c.r., en 1964 et en 1966 soient: MM. Aiken, Badanai, Baldwin, Bell (*Carleton*), Blouin, Brewin, Chatwood, Crossman, Dinsdale, Enns, Haidasz, Klein, Laprise, Leblanc (*Laurier*), Macaluso, Munro, Nasserden, Orlikow, Prud'homme, Régimbal, Roxburgh, Ryan, Skoreyko et Watson (*Châteauguay-Huntingdon-Laprairie*).

Attesté.

Le Greffier de la Chambre des communes,
LÉON-J. RAYMOND.

Le MARDI 13 février 1968.

Il est ordonné,—Que permission soit accordée à la section de la Chambre des communes du comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur l'immigration, de siéger pendant les séances de la Chambre.

Attesté:

Le Greffier de la Chambre des communes,
ALISTAIR FRASER.

(Texte)

RAPPORT À LA CHAMBRE DES COMMUNES

PROCÈS-VERBÉ Le MARDI 13 février 1968.

Le Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur l'immigration a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

Le Comité recommande que permission soit accordée à la section de la Chambre des communes de siéger pendant les séances de la Chambre.

Respectueusement soumis,

Le coprésident,

MILTON L. KLEIN.

(Agréé le mardi 13 février 1968.)

(Texte)

PROCÈS-VERBAL

Le MARDI 13 février 1968.

(1)

Le Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur l'Immigration se réunit à 10 h. 15 du matin afin de s'organiser.

Présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Croll, Langlois—(2).

Représentant la Chambre des communes: MM. Bell (Carleton), Brewin, Chatwood, Enns, Haidasz, Klein, Laprise, Leblanc (Laurier), Munro, Nasserden, Prud'homme, Régimbal, Roxburgh—(13).

Le secrétaire préside à l'élection des coprésidents choisis respectivement parmi les sénateurs et les députés qui sont membres du Comité.

Sur la proposition de l'honorable sénateur Croll, appuyé par M. Chatwood, *Il est décidé unanimement*,—Que l'honorable sénateur Langlois soit élu coprésident représentant le Sénat à ce Comité.

Sur la proposition de M. Haidasz, appuyé par M. Prud'homme, *Il est résolu à l'unanimité*,—Que M. Klein soit élu coprésident représentant la Chambre des communes à ce Comité.

Le secrétaire du Comité invite les coprésidents à prendre place à la table des délibérations et le sénateur Langlois préside.

Sur la proposition de M. Prud'homme, appuyé par M. Leblanc (Laurier), *Il est résolu à l'unanimité*,—Que les représentants de la Chambre des communes au Comité demandent la permission de siéger pendant les séances de la Chambre.

Sur la proposition de l'honorable sénateur Croll, appuyé par M. Chatwood, *Il est décidé unanimement*,—Que le sous-comité directeur du programme et de la procédure se compose des coprésidents ainsi que de huit autres membres nommés par les coprésidents après consultations avec les whips des différents partis.

Le président invite le secrétaire du Comité à lire l'ordre de renvoi.

Le Comité décide unanimement ce qui suit:

1. On invitera quelques hauts fonctionnaires du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration à comparaître devant le Comité le mardi 20 février 1968.
2. Il appartient au sous-comité de décider si le Comité doit étudier les mémoires reçus pendant l'ajournement de la Chambre.

3. Le Comité autorise le sous-comité à décider du nombre d'exemplaires des procès-verbaux et témoignages qu'on fera imprimer après s'être enquis auprès du service de la distribution de la suffisance d'exemplaires imprimés au cours de la dernière session.

A 10 h. 40 du matin, le Comité s'ajourne jusqu'à onze heures du matin le mardi 20 février 1968.

(Texte)

Le MARDI 20 février 1968.

(2)

Le Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur l'Immigration se réunit à 11 h. 10 du matin, sous la présidence de M. Klein, coprésident représentant la Chambre des communes.

Présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Blois, Cameron, Desruisseaux, Fournier (*Madawaska-Restigouche*), Langlois, Pearson, Willis—(7).

Représentant la Chambre des communes: MM. Badanai, Brewin, Enns, Haidasz, Klein, Leblanc (*Laurier*), Nasserden, Orlikow, Prud'homme, Roxburgh, Skoreyko, Watson (*Châteauguay-Huntingdon-Laprairie*)—(12).

Aussi présents: Du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration: MM. Tom Kent, sous-ministre (Immigration); R. B. Curry, sous-ministre adjoint (Immigration); E. P. Beasley, directeur du Service canadien; Benoît Godbout, directeur du Service outre-mer.

Le coprésident invite M. Kent à faire une déclaration avant que les membres du Comité ne l'interrogent ainsi que ses collègues.

L'interrogatoire des témoins prend fin. Le coprésident les remercie et ils se retirent.

A midi et trente-cinq minutes, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

(Texte)

Le JEUDI 29 février 1968.

(3)

Le Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur l'Immigration se réunit à 11 h. 20 du matin, sous la présidence de M. Klein, coprésident représentant la Chambre des communes.

Présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Blois et Langlois—(2).

Représentant la Chambre des communes: MM. Badanai, Bell (*Carleton*), Brewin, Chatwood, Dinsdale, Enns, Haidasz, Klein, Laprise, Leblanc (*Laurier*), Munro, Nasserden, Orlikow, Roxburgh, Skoreyko—(15).

Aussi présents: De la Commission d'Appel de l'Immigration: M^{lle} Janet Scott, présidente; MM. J. C. A. Campbell, vice-président; J. P. Jeoffroy, vice-président ainsi que M. D. M. Sloan, registraire.

Le coprésident déclare qu'il incombe aux membres du Comité de déterminer, par une motion, le nombre d'exemplaires des procès-verbaux et témoignages du Comité que l'on fera imprimer.

Sur la proposition de M. Skoreyko, appuyé par M. Bell (*Carleton*),
Il est résolu à l'unanimité,—Que le Comité fasse imprimer 850 exemplaires en langue anglaise et 350 en langue française de ses procès-verbaux et témoignages.

Le coprésident invite ensuite M^{lle} Scott à faire une déclaration avant que le Comité ne l'interroge ainsi que ses collègues.

M^{lle} Scott dépose un document intitulé *Appeals to the Immigration Appeal Board by Sponsors whose Application has been refused*, et en langue française, «Appels à la Commission d'appel de l'Immigration par des répondants dont la demande a été refusée».

L'interrogatoire des témoins prend fin. Le coprésident les remercie et ils se retirent.

A une heure de l'après-midi, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le secrétaire du Comité,
Maxime Guitard.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Mardi 20 février 1968

• 1108

Le coprésident (M. Klein): Messieurs, lors de la dernière réunion du Comité, il a été décidé de demander aux dirigeants du ministère de comparaître devant le Comité afin de faire rapport au sujet des progrès accomplis depuis l'avant-dernière réunion.

J'ai maintenant le plaisir d'appeler le sous-ministre, M. Kent, qui nous présentera un bref exposé. Monsieur Kent?

M. Tom Kent (sous-ministre, ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Merci, monsieur le président. Les membres du Comité se souviendront de la description que le ministre a donnée des changements fondamentaux qu'il propose d'apporter à la méthode de sélection des immigrants. Je pense qu'il est juste de dire que l'esprit de ces propositions a généralement été bien accueilli. Depuis, naturellement, le ministère s'est attelé à la tâche compliquée de transformer cet esprit en procédures efficaces et, nous l'espérons, en pratique éclairée. A ce stade, je crois que je puis présenter au Comité un rapport attestant un progrès appréciable. Quand je dis cela, ne croyez pas que je donne à entendre que nous avons terminé le travail. Il y a encore beaucoup à faire avant d'arriver aux buts que nous nous sommes fixés. Je n'ai pas l'intention de proclamer les hauts faits du Ministère; néanmoins, je ne puis m'empêcher de remarquer qu'on a souvent décrit les fonctionnaires du Ministère comme étant des personnes très intransigeantes, antipathiques. En conséquence, je profite de ma comparaison devant vous pour rendre hommage au dévouement, à la compréhension et aux efforts dont ont fait preuve les fonctionnaires du Ministère pour rendre cette nouvelle politique efficace. Nous voilà bien loin de la forme conventionnelle de bureaucratie, ancrée dans sa propre routine administrative et incapable d'apporter des modifications. Au contraire, on a répondu avec enthousiasme et intelligence au défi de quelques idées nouvelles. Nous avons fait une expérience qui a reconforté toutes les personnes concernées; aussi, suis-je certain d'exprimer le respect

mérité par mes associés quand je déclare que nous avons fait des progrès remarquables.

• 1110

Le Ministre vous a dit que les nouvelles politiques et procédures proposées nous permettraient, à son avis, d'agir avec plus d'efficacité et de compréhension que nous n'avons pu le faire par le passé. Notre aptitude à remplir ce second objectif dépend des qualités des fonctionnaires de tous les niveaux, qui ont à traiter des problèmes compliqués, humains et personnels se rattachant à de nombreux cas difficiles, qui sont particulièrement familiers aux députés. Je pense qu'il y a eu une amélioration marquée sous le rapport de la compréhension et de l'humanité de notre système d'immigration, qui est devenu plus souple et tient compte davantage des conditions particulières. C'est pourquoi j'espère qu'on accordera à nos bureaux, à tous les niveaux, le crédit qui leur revient. J'espère que vous me permettrez également d'ajouter, monsieur le président, que si nous avons fait des progrès, nous le devons en grande partie à l'influence du présent Comité, qui a fait beaucoup pour mettre en lumière les problèmes et les idées qui ont stimulé et encouragé l'établissement de nos nouvelles méthodes. Je pourrais peut-être revoir brièvement ce que nous avons accompli.

Nous avions d'abord pour tâche d'exprimer, dans les détails de notre nouveau Règlement, les principes énoncés par le Ministre devant le Comité. En nous fondant sur ces principes, nous avons dû élaborer de nouvelles méthodes et de nouvelles formules devant servir à l'application du nouveau système de sélection, et nous avons dû initier notre personnel, tant au Canada qu'à l'étranger, aux idées nouvelles et aux méthodes différentes de travail. Tout cela était une entreprise administrative assez importante. Je dois avouer qu'il y a eu des jours où j'ai douté de la réalisation de notre objectif, qui consistait à mettre le nouveau Règlement en vigueur, sans accrochage, le 1^{er} octobre de l'an dernier. Quoi qu'il en soit, nous y sommes parvenus.

L'intérêt du nouveau Règlement vient de ce qu'il détermine méthodiquement et publiquement, pour la première fois, les critères par lesquels nous essayons de juger des chances de succès des candidats cherchant à immigrer au Canada. Naturellement, c'est là le premier

pas essentiel pour établir un système juste et équilibré, qui fonctionnera efficacement, humainement et régulièrement. Plus que les critères arbitraires dont on se servait par le passé, ces critères prévoient une appréciation équilibrée de l'individu et ils peuvent s'appliquer sans discrimination en ce qui a trait au pays, à la race, à la couleur ou à la confession religieuse du candidat à l'immigration.

Le Règlement prévoit le parrainage des parents à charge comme question de droit. Les personnes à charge sont admissibles sans égard à leurs propres titres et qualités ou aux conditions financières du répondant. Elles viennent parce qu'elles sont désirées et elles comptent que leurs parents s'occuperont d'elles.

Le Règlement élargit également les catégories de parents non à charge qui peuvent être désignés, et il supprime les distinctions d'ordre géographique qu'on avait coutume de faire. En même temps, l'admission d'un parent non à charge qui au sein de l'effectif des travailleurs du Canada devient partiellement subordonnée aux conjonctures économiques du Canada. En comparaison du requérant non parrainé ou indépendant, le parent désigné jouit d'une préférence réelle. Cela n'est que juste, car son nominateur a promis de l'aider. Toutefois, comme il ne sera pas à la charge de son parent, il doit, au moins en partie, répondre aux normes requises pour s'établir avec succès au Canada. Ce succès dépendra grandement de la disponibilité des emplois dans la profession pour laquelle il est qualifié. En pratique, cela signifie que la plupart des parents désignés seront admis, mais dans le cas de ceux qui ne sont à demi qualifiés pour le marché canadien du travail, leur admission sera différée autant que possible pour coïncider avec les périodes où l'emploi est soutenu.

Le Règlement introduit également une nouvelle conception de l'époque à laquelle on peut demander d'entrer au Canada comme immigrant. Jusqu'ici, il fallait résider à l'étranger et, du moins théoriquement, on ne pouvait être considéré comme immigrant si l'on venait d'abord au Canada à titre de visiteur. En vertu du nouveau Règlement, nous nous montrons indulgents envers les personnes qui sont d'abord venues à titre de visiteurs et qui veulent rester au pays. Elles peuvent être examinées de la même façon que si elles avaient présenté leur demande à l'étranger. Cependant, le Règlement ne permet pas que cette disposition en vienne au point de procurer un avantage aux personnes qui sont en mesure de payer leur passage et de venir au Canada à titre de visiteurs. Cela serait injuste pour les autres candidats. C'est pourquoi nous exigeons que la demande d'un visi-

teur ne soit examinée que si elle est présentée avant l'expiration de son statut temporaire et pourvu qu'elle n'ait pas préjugé de son admissibilité comme immigrant en acceptant de l'emploi pendant son séjour à titre de visiteur. Aussi, lors de son appréciation, cette personne n'obtiendra aucun crédit du fait qu'elle s'est déjà trouvé du travail, car cela serait injuste envers le requérant ordinaire vivant à l'étranger.

Enfin, en énumérant les principales caractéristiques du Règlement, je devrais mentionner que, pour la première fois, il détermine les conditions en vertu desquelles les étudiants peuvent entrer et demeurer au Canada.

• 1115

Pour que cette nouvelle politique donne tous ses fruits nous avons, autant que possible, fait en sorte que les résidants de tous les pays aient une chance égale d'être examinés comme immigrants. En pratique, il existe certaines restrictions, qui dépendent de gouvernements des autres pays et de la mesure dans laquelle nous pouvons fournir les services nécessaires. Toutefois, comme l'a annoncé le Ministre, notre but est d'aller le plus loin possible de façon raisonnable et pratique.

Au cours de l'année financière actuelle, nous avons établi, pour la première fois, des bureaux à Belgrade (Yougoslavie); à Beyrouth (Liban), à Kingston (Jamaïque), à Port of Spain (Trinidad), à Rawalpindi (Pakistan) et à Sydney (Australie). Des bureaux régionaux ont été établis pour s'occuper des demandes provenant de pays où il n'existe pas de services permanents. Par exemple, le bureau de Beyrouth est chargé de s'occuper des immigrants en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique, celui de Kingston s'intéresse à l'Amérique Centrale et celui de Port of Spain desservira l'Amérique du Sud. Au début du mois prochain, la première équipe itinérante visitera des parties de l'Afrique, tandis qu'une équipe de Port of Spain voyagera en Amérique du Sud.

On est à établir, à Ottawa, un bureau central d'examen pour les immigrants en provenance des États-Unis. On en établit un également à Genève, pour s'occuper des demandes en provenance de pays situés derrière le rideau de fer. Nous éprouvons actuellement certaines difficultés, mais les négociations en cours devraient permettre aux équipes itinérantes d'aller dans ces pays, de sorte que nous prévoyons une extension progressive de notre activité. Certaines congestions se sont produites, surtout à Hong-Kong et en Inde, où le nombre de demandes a augmenté considérablement. Nous nous efforçons de faire face à la situation en fournissant du personnel supplémentaire. Au cours de l'année

financière actuelle, 36 fonctionnaires supplémentaires ont été formés et postés à l'étranger, et nous nous proposons d'augmenter encore ce nombre au cours de l'année qui vient.

Naturellement, il est encore trop tôt pour juger de l'impact permanent du nouveau Règlement; néanmoins, les membres du Comité aimeront peut-être apprendre certaines statistiques pour le dernier trimestre de 1967, soit le premier trimestre où le nouveau Règlement a été en vigueur.

A compter du 1^{er} octobre, le nombre mensuel moyen de demandes parrainées et reçues au Canada en faveur de parents désignés a été d'environ 7,000, en comparaison d'une moyenne mensuelle de 4,900 pour les neuf mois précédents. Il y a là une augmentation de 43 p. 100. A compter du 1^{er} octobre, le nombre de demandes approuvées a été d'environ 6,000 par mois, à comparer avec 4,000 par mois au cours des neuf premiers mois de 1967. En d'autres termes, il y a eu une augmentation de 50 p. 100. Cela signifie que la proportion des refus a été moins élevée qu'auparavant.

Comme nous nous y attendions, ce sont les demandes en faveur de parents des pays d'Asie et d'Europe de l'Est qui ont connu l'augmentation procentuelle la plus élevée. La demande était comprimée en raison des différences antérieures dans les dispositions relatives au parrainage; il se peut donc qu'une partie de l'augmentation ne soit que temporaire. Il est également difficile, pour le moment, de juger de l'impact du Règlement sur les demandes indépendantes présentées à des postes à l'étranger; quoi qu'il en soit, la moyenne mensuelle des nouvelles demandes reçues au cours des trois derniers mois de 1967 dépassait quelque peu 39,000, augmentation d'environ 2 p. 100 par rapport à la moyenne des neuf premiers mois de l'année. 44 p. 100 des demandes traitées ont été approuvées, en comparaison de 39 p. 100 auparavant.

Avant de regarder vers l'avenir, je dois mentionner une autre modification législative importante, dont le Comité est au courant. La Loi sur la Commission d'appel de l'immigration, qui a établi un corps entièrement indépendant ayant pleine compétence pour examiner tous les appels interjetés de l'expulsion et qui a été proclamée en novembre dernier, est maintenant en vigueur. Je crois comprendre qu'au 7 février, 113 appels d'ordonnances d'expulsion avaient été interjetés. Il n'y a pas encore eu d'appels portant sur le refus d'approuver une demande présentée par une personne à charge parrainée. A ce jour, la Commission a entendu 42 causes. Elle a différé sa

décision dans 7 cas, a ordonné l'exécution de l'ordonnance d'expulsion dans 21 cas, et elle a suspendu ou annulé l'ordonnance dans 14 cas.

La Loi sur le Conseil canadien de la main-d'œuvre et de l'immigration, conçue pour établir un système de consultation plus efficace, a été adoptée le 21 décembre dernier. Elle prévoit l'établissement d'un Conseil canadien de la main-d'œuvre et de l'immigration et de commissions consultatives, y compris une Commission de l'adaptation des immigrants. Il incombera au Conseil de conseiller le Ministre sur toutes les questions relatives à l'utilisation efficace et au développement des ressources de main-d'œuvre du Canada, y compris les immigrants et leur adaptation à la vie au Canada. Un secrétariat a été fondé au Ministère, et l'on délibère actuellement avec les organismes compétents intéressés à la main-d'œuvre et à l'immigration, sur le nombre de membres que comprendront les conseils et les commissions. Nous espérons établir ensuite des comités régionaux et locaux, qui nous donneront l'occasion de connaître l'opinion des localités sur notre travail.

• 1120

Je mentionnerai aussi l'amendement apporté à la Loi sur l'immigration en ce qui a trait au Fonds de prêts et d'indemnités de passage et au Règlement sur les prêts et les indemnités de passage. Le Livre blanc a proposé que des prêts soient consentis à tous les immigrants, conformément à l'esprit de justice et d'égalité qui anime le programme de sélection. Il n'était évidemment pas possible de donner suite à cette proposition sans modifier la limite statutaire du crédit renouvelable. En mai dernier, le Parlement a consenti à porter le Fonds de 12 à 20 millions de dollars. Notre objectif consiste à appliquer graduellement le principe d'universalité, à mesure que nos services d'examen seront étendus à d'autres pays. C'est ainsi que déjà les prêts et indemnités de passage ont été mis à la disposition des immigrants en provenance des Antilles. Cependant, nous ne pouvons faire de cet argent un usage profitable et honnête que si nous pouvons en assurer un taux élevé de remboursement. C'est pourquoi nous demandons maintenant un intérêt de 6 p. 100. La principale mesure législative, qui encore en suspens, naturellement, est la nouvelle Loi sur l'immigration. La rédaction des directives à cet égard va bon train.

Avant de terminer, je devrais peut-être faire de brefs commentaires sur le programme d'immigration de 1967 et sur nos projets pour 1968. En 1967, 209,840 immigrants sont venus au Canada, en comparaison de 194,000 en 1966; en d'autres termes, il y a eu une augmentation d'environ 8 p. 100. En

outre, le statut d'immigrant reçu a été accordé à 13,000 personnes se trouvant déjà au Canada. La Grande-Bretagne et l'Italie demeurent les principaux pays de provenance, suivis des États-Unis de l'Allemagne, de la Grèce et du Portugal. Toutefois, l'immigration en provenance de la France a presque doublé au cours des deux dernières années et, pour la première fois l'an passé, elle a dépassé le cap des 10,000 immigrants. Plus de 50 p. 100 des immigrants se rendaient en Ontario, 20 p. 100 au Québec et 12 p. 100 en Colombie-Britannique. Il faudrait cependant noter que le nombre des immigrants se rendant au Manitoba a augmenté de 81 p. 100, en Alberta, de 49 p. 100 et au Québec, de 17 p. 100. L'augmentation procentuelle pour l'Ontario a été de 9 p. 100. La répartition des immigrants a donc été un peu plus égale. En 1968, naturellement, les effets du nouveau Règlement sur l'immigration se feront pleinement sentir. On peut donc s'attendre à une augmentation des demandes d'admission provenant de nombreuses parties du monde et, compte tenu des circonstances économiques, les nouvelles méthodes de sélection devraient amener un peu plus d'immigrants, surtout des proches parents. Cependant, on connaîtra plus rapidement et d'une manière plus précise les besoins de l'économie canadienne et surtout sa capacité d'absorption des travailleurs. L'importance plus ou moins grande des entrées de 1968, par rapport à celles de 1967, dépendra donc en premier lieu de la situation de l'emploi. Remarquez que je ne parle pas de ce que l'on appelle une politique d'adaptation. A mon avis, une politique essentiellement expansionniste implique des hauts et des bas, tout dépend des circonstances économiques. Nous croyons que le nouveau règlement et les nouvelles pratiques nous ont permis de réaliser de grands progrès, en faisant de l'immigration un facteur qui peut jouer de façon sensée et constante en faveur de l'expansion du Canada. Mais si cette opinion est fondée, monsieur le président, c'est un succès, comme je l'ai déjà dit, auquel votre Comité a puissamment contribué.

Le coprésident (M. Klein): Je vous remercie, monsieur Kent. Monsieur Badanai?

M. Badanai: Monsieur le président, je me souviens des critiques formulées à l'égard des politiques d'immigration du gouvernement actuel et des gouvernements antérieurs. C'est pourquoi je vous suis reconnaissant, pour ma part, du progrès important que la nouvelle politique a rendu possible en permettant l'admission d'un plus grand nombre d'immigrants au cours de l'année dernière. Je désire féliciter le ministre, le sous-ministre, son sous-ministre adjoint, M. Curry, M. Beasley et M.

Godbout, car leur dynamisme a sûrement donné des résultats de nature à réjouir le peuple canadien. Je crois que notre politique actuelle d'immigration est plus réaliste. En passant, l'amélioration de notre personnel posté outre-mer a attiré au pays une meilleure classe d'immigrants que par le passé. Je crois qu'il convient de louer M. Godbout pour la qualité du personnel posté outre-mer, surtout en Grande-Bretagne, en France et en Italie, chose dont j'ai eu l'occasion de me rendre compte l'an dernier. J'ai visité quelques-uns des bureaux, non pas à titre officiel, mais tout à fait en particulier, et j'ai été impressionné par la qualité des hommes qui y administrent notre politique d'immigration; aussi, je désire exprimer ma satisfaction profonde et offrir mes félicitations aux agents et aux membres du personnel du ministère de l'Immigration.

• 1125

Le coprésident (M. Klein): Monsieur Brewin?

M. Brewin: Monsieur le président, il faudrait me pardonner de n'être pas aussi élogieux envers le Ministère. Néanmoins, je ne voudrais pas donner l'impression que je n'apprécie pas les progrès très importants qui ont, de fait, été réalisés. Cependant, j'aimerais poser une ou deux questions au sujet de l'administration du Règlement actuel. La première est celle-ci: si un candidat désigné ou indépendant est examiné par un agent de l'immigration et que ses conseillers, ou lui-même, veulent savoir sur quoi se base cette évaluation et connaître les points accordés en vertu de cet examen, peut-on leur fournir ces renseignements, et les agents d'immigration qui font ces règlements, ont-ils des instructions sur la divulgation de ces renseignements?

M. Kent: Monsieur Beasley, voudriez-vous répondre à cette question? Je constate que vous avez sous la main les instructions pertinentes.

M. E. P. Beasley (directeur de l'activité intérieure): Pour ce qui est de l'immigrant indépendant, on ne l'informe pas des détails des unités d'évaluation. Nous lui disons simplement que nous avons tenu compte de tous les facteurs relatifs à sa sélection et que, d'après ces facteurs, l'examineur a constaté qu'il ne pourrait s'établir avec succès au Canada. Les points d'évaluation unitaire de chaque facteur ne sont pas divulgués au candidat indépendant.

M. Brewin: Pourquoi pas? Je crois qu'il est tout à fait impossible, et pour le candidat et pour ses conseillers, de savoir si l'examina-

teur a vu juste, si certains facteurs n'ont pas été omis, et de fournir les conseils appropriés. Vous disposez d'un système d'enquêtes spéciales et de Commissions d'appel pour traiter de ces questions; pourquoi donc y aurait-il quelque chose à cacher sur les résultats de l'évaluation?

M. Kent: Avant de répondre à cette question, M. Beasley ne pourrait-il parler de la situation d'un candidat désigné?

M. Beasley: Après avoir évalué le niveau d'instruction et de formation, les qualités personnelles, l'âge et la compétence professionnelle d'un immigrant désigné, ainsi que la demande de travailleurs dans sa profession au Canada, on l'informe aussi qu'il a peu de chances de s'établir avec succès au Canada, en dépit de l'aide que pourrait lui fournir le nominateur. On ne lui donne aucun détail ni sur l'évaluation unitaire ni sur les points d'évaluation de chaque facteur dont on a tenu compte.

M. Brewin: Avez-vous quelque chose à dire, monsieur Kent?

M. Kent: S'il vous plaît, monsieur le président, j'aimerais clarifier cette situation. En même temps, s'il ne manque que quelques points au candidat désigné, on lui déconseille de venir au Canada pour le moment; on lui dit que sa demande sera conservée et que si la demande de travailleurs de sa profession augmente au cours des deux prochaines années, il en sera automatiquement informé et sa demande sera étudiée de nouveau. Tout cela concerne des pratiques suivies à l'étranger. Cela n'a rien à voir avec l'enquête spéciale, et le reste. Nous ne donnons pas au candidat indépendant une cote précise, mais s'il ne lui manque que quelques points, l'examineur lui indique que les circonstances pourront changer et que s'il est toujours intéressé, sa demande pourra être réexaminée dans un an ou deux.

• 1130

M. Roxburgh: J'ai autre chose. Par exemple, supposons que c'est l'instruction qui constitue l'élément décisif. Si le candidat a l'instruction voulue, le cas est réglé; il possède automatiquement les autres qualités nécessaires. Pourquoi alors ne pas l'en informer, afin qu'il puisse poursuivre ses études? Pourquoi ne pas le lui dire?

M. Kent: Oui, sûrement. La seule chose que nous ne faisons pas, c'est de donner une cote précise, car, d'après le principe souvent invoqué, notamment par des personnes bien au fait des méthodes d'enseignement, et qui préconisent une vaste gamme de diplômes

plutôt qu'un nombre de points précis, cela crée une atmosphère artificielle.

M. Brewin: Votre politique en matière d'affaires publiques exige-t-elle qu'une personne dont l'admission au Canada se fait d'après un système numérique—un nombre précis de points à divers égards—ne puisse connaître, même si elle la demande, sa cote exacte—je comprends qu'elle puisse ne pas vouloir la demander, afin de pouvoir juger non seulement s'il y a quelque chose à améliorer, mais aussi constater si, par suite d'un oubli, une erreur a pu se glisser dans l'évaluation? Peut-être l'intéressé a-t-il mal compris un point quelconque en donnant les renseignements demandés. Y a-t-il une raison de politique publique pour ne pas révéler au candidat et à ses conseillers la cote qu'il a obtenue? Je ne parle pas des aspects généraux relatifs à l'instruction, je parle de justice envers l'individu.

M. Kent: Je ne crois pas qu'il y ait de raison fondamentale de politique publique. Nous n'avons jamais essayé, dans tous les cas qui ont donné lieu à des différends, de dissimuler à l'immigrant éventuel sa cote précise. Naturellement, si cela va jusqu'à l'enquête spéciale, la cote est alors révélée. C'est d'ailleurs l'étape où elle est rendue publique. Cependant, le candidat résidant à l'étranger n'a jamais été considéré comme ayant le droit de venir au Canada. Il présente une demande, il est examiné et s'il subit l'examen avec succès, c'est très bien; sinon, il n'est pas autorisé à venir au Canada. Le système que nous avons décrit, est celui qui s'applique au candidat résidant à l'étranger. Le candidat vivant au Canada se trouve naturellement dans une situation différente, car, même s'il est refusé, il a néanmoins le droit de ne pas quitter le Canada. Dans un tel cas, on institue des procédures d'enquête, qui pourront même mener jusqu'en appel. Si la situation engendre une controverse, on révèle au candidat la cote qu'il a obtenue.

M. Brewin: Puis-je poser une ou deux autres questions?

Le coprésident (M. Klein): Avant que nous laissions cette question et pour faire suite à la question de M. Brewin, comment une personne, si elle ignore les résultats, peut-elle déterminer si elle devrait ou non interjeter appel?

M. Kent: On l'informe des résultats.

Le coprésident (M. Klein): Non, je parle d'un tableau détaillé des résultats.

M. Kent: Les personnes dont nous avons parlé en donnant une description du système général, étaient des candidats résidant à l'étranger.

Le coprésident (M. Klein): Oh, je vois.

M. Kent: Si l'enquête se tient au Canada et donne lieu à un appel, l'intéressé est alors mis au courant de l'évaluation détaillée.

Le coprésident (M. Klein): Seulement lorsqu'il y a un appel?

M. Kent: Non, non, s'il y a enquête.

Le coprésident (M. Klein): A la fin de l'enquête, la personne en cause serait informée des résultats?

M. Kent: Cela fait partie des procédures d'enquête.

Le coprésident (M. Klein): Et l'on peut lui communiquer les résultats à la fin de l'enquête?

M. Kent: Il en prend connaissance lors de l'enquête, si je me rappelle bien la procédure.

M. E. P. Beasley (directeur de l'intérieur, ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Oui, lors de l'enquête.

• 1135

M. Brewin: Puis-je revenir à cela pendant un instant? Supposons que l'immigrant éventuel vient d'être informé qu'il n'a pas obtenu la cote exigée et qu'il doit partir avant une date donnée. Telle est, je crois la façon normale de procéder. Il lui faut alors décider s'il fera face ou non à une enquête. Il peut obtenir les conseils d'un avocat, d'un député ou d'une autre personne versée dans ce domaine, mais tout ce qu'il connaît, c'est cette déclaration générale. A ce stade, pourquoi ne pas lui donner, s'il en exprime le désir, les renseignements voulus, afin qu'il puisse décider s'il doit continuer ou s'arrêter là? S'il fait l'objet d'une enquête à l'issue de laquelle il est déporté, cela peut lui faire un grand tort. Une fois émis l'ordre de déportation, c'est un autre coup sérieux qui lui a été porté.

M. Kent: Dans le cas de l'immigrant qui veut s'établir au Canada—je crois que le candidat résidant à l'étranger, se trouve dans une situation différente—auquel s'appliquent en dernier ressort ces droits légaux, nous admettons, je crois, qu'il s'agit d'une thèse acceptable.

M. Brewin: Je souhaite donc que vous donniez à vos agents des instructions pertinentes,

car j'ai reçu des lettres dans lesquelles ils ne me fournissaient pas les renseignements en question. Je ne dis pas que tel est le cas lorsque je présente une demande à l'administration centrale.

M. Kent: Il y a sûrement des lettres où ces renseignements sont donnés.

M. Beasley: Mais, habituellement, le premier avis ne contient pas ces renseignements.

M. Kent: Non, pas le premier avis.

M. Brewin: Je comprends cela, mais je veux parler de la seconde étape, alors qu'un avocat ou une autre personne déclare, dans une lettre: «M. Un-Tel m'a demandé de le représenter. Sa demande a été rejetée. Voulez-vous me donner des détails?» Certains de vos agents de Toronto et d'autres endroits m'ont répondu tantôt par «oui» tantôt par «non». Si telle est votre ligne de conduite, j'estime que vous devriez en informer vos agents, afin qu'ils puissent la mettre à exécution.

M. Kent: Nous allons nous occuper de cela.

M. Brewin: Je n'ai qu'une autre question à poser.

A-t-on donné des instructions aux fonctionnaires sur les moyens selon lesquels ils évaluent les 15 points? Donne-t-on des points pour la personnalité, l'initiative et autres sujets du même genre? Je sais que cela est laissé «à leur jugement» et je crois comprendre qu'il est sans appel. Il y a 15 points et cela peut changer beaucoup de choses pour la personne intéressée. J'aimerais savoir si l'on a donné des instructions aux fonctionnaires sur la façon de faire cette appréciation de la personnalité. Je puis dire que, dans certains cas, j'ai trouvé les résultats absolument étonnants; c'est pour cette raison que je voudrais obtenir des éclaircissements à ce sujet.

M. Kent: Quelles que soient les circonstances, les résultats varieront beaucoup, à mon avis, selon le jugement de chacun. Voilà qu'on a délibérément pourvu à cela dans cette partie du règlement. Au début, et cela à dessein, nous n'avons donné aux fonctionnaires que des directives d'un ordre très général. Nous n'avons fait ressortir que les facteurs principaux—initiative et le reste—qu'ils étaient appelés à considérer pour apprécier les qualités personnelles, sans aller plus loin. Nous voulions voir comment le système fonctionnerait. Cependant, nous avons constaté que la concentration au niveau moyen était très forte—ce qui se comprenait facilement—et plus forte peut-être que ne le laisserait entendre l'importance des critères qui avaient été pleinement utilisés, à défaut de directives. En

conséquence, nous étudions actuellement—non des instructions ou des méthodes, car cette appréciation doit, par définition, constituer un jugement d'homme à homme—l'avantage qu'il y aurait à essayer de décrire, un peu plus en détail que nous ne l'avons fait jusqu'ici, le genre de directives dont les agents pourraient s'inspirer, sans qu'il y ait un élément d'obligation.

M. Brewin: Serait-il possible, si le Comité continue d'exister, que ces directives soient mises à notre disposition?

M. Kent: Actuellement, elles sont au stade de projets. Nous les passons réciproquement. Nous cherchons à les formuler convenablement, mais dès que nous en aurons le texte définitif, il n'y a pas de raison, monsieur de ne pas les mettre à votre disposition.

M. Benoît Godbout (directeur de l'activité extérieure, ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Nos agents postés à l'étranger ont éprouvé la difficulté dont vous avez parlé et ils ont demandé de l'aide à ce propos.

M. Kent: C'est la raison pour laquelle nous répondons à cette demande.

• 1140

M. Brewin: Si j'ai soulevé la question, c'est qu'il m'est arrivé de connaître à fond un cas dans lequel l'agent a donné à un candidat une cote de 7 points. Presque tous les autres, après lui avoir parlé, ont accordé à ce candidat,—non pas en points, mais sous forme de recommandations générales,—une cote de 15 points; je m'étonnais donc de ce que l'agent ne lui eût accordé que 7 points.

M. Kent: Franchement, il s'agit là d'une difficulté que nous avons déjà prise en considération. Lors de la mise en pratique d'un système nouveau, il faut bien comprendre qu'il y a une trop forte tendance à donner par prudence, pour ainsi dire, des points peu élevés. En certains cas, les points semblent étonnamment bas et dans d'autres, étonnamment élevés. Comme M. Godbout l'a dit nous essayons plutôt, à la demande d'un grand nombre de nos bureaux, d'établir les lignes de conduite en détail; mais, je le répète, il ne s'agit pas d'instructions.

M. Brewin: Monsieur le président, j'ai deux autres questions à poser, mais j'aimerais, pour l'instant, permettre à d'autres de poser les leurs.

Le coprésident (M. Klein): J'ai sur ma liste le sénateur Fournier et le sénateur Pearson.

Le sénateur Fournier (Madawaska-Restigouche): Monsieur le président, j'ai une ou deux brèves questions à poser. On nous a donné précédemment le nombre des immigrants à destination de l'Ontario, du Québec et du Manitoba. Avez-vous des chiffres au sujet de ceux qui sont allés dans les Provinces maritimes?

M. Kent: Leur nombre est très faible. Je n'ai pas de chiffres. Peut-être M. Curry ou M. Beasley en ont-ils. M. Beasley a les chiffres au complet. Je devrais expliquer que ces chiffres peuvent induire en erreur, car ils représentent le nombre total de personnes admises selon les formalités; ils comprennent les personnes qui, de fait, étaient au pays avant juillet 1966, mais n'ont reçu le statut d'immigrants qu'en 1967. Ce nombre atteint donc, en réalité, les 209,000 arrivants, mais il faut y ajouter 13,000 personnes qui ont obtenu le statut d'immigrants. Ce chiffre se répartit ainsi: Terre-Neuve, 984; Île du Prince-Édouard, 147; Nouvelle-Écosse, 2,400; Nouveau-Brunswick, 1,200; Québec, 45,700; Ontario, 116,800; Manitoba, 9,300; Saskatchewan, 3,700; Alberta, 15,000; Colombie-Britannique, 27,200; Yukon et Territoires du Nord-Ouest, 164.

Le sénateur Fournier (Madawaska-Restigouche): Je vous remercie. Vous avez mentionné précédemment le nombre des immigrants qui nous viennent des États-Unis. Avez-vous le nombre des personnes qui ont quitté le Canada...

M. Kent: Nous n'avons pas encore de chiffres exacts, à cet égard, pour la présente année. Le nombre de ceux qui ont quitté le Canada et sont entrés aux États-Unis à titre d'immigrants, est connu dans ce pays. Nous ne tenons pas de registre ou de dossier relativement à ces personnes.

J'ignore les données de l'année dernière. M. Curry dit que le chiffre de 35,000 est une estimation assez exacte de ce nombre pour l'an dernier.

Le sénateur Fournier (Madawaska-Restigouche): Du nombre des Canadiens qui ont quitté le Canada pour se rendre aux États-Unis l'an dernier?

M. Kent: Oui.

Le sénateur Fournier (Madawaska-Restigouche): Et en retour nous en avons reçu 8,000?

M. Kent: Non, 19,000.

Le sénateur Fournier (Madawaska-Restigouche): Dix-neuf mille.

M. Kent: Il s'agit là d'un équilibre supérieur à celui que nous avons souvent eu, ces dernières années.

Le sénateur Fournier (Madawaska-Restigouche): Je vous remercie, monsieur le président. Cela répond bien à mes questions.

Le coprésident (M. Klein): Sénateur Pearson?

Le sénateur Pearson: Monsieur le président, j'avais deux questions à poser. L'une, que le sénateur Fournier a posée, concernait la répartition par province. Je m'intéresse, en particulier, au Manitoba, qui accuse une augmentation de 81 p. 100. Je voulais seulement savoir quel était le chiffre exact?

M. Kent: Neuf mille trois cents; et ce chiffre constituait une très forte augmentation, en regard du chiffre de l'année précédente.

Le sénateur Pearson: Savez-vous pourquoi il y en a eu tellement plus que l'année précédente?

• 1145

M. Kent: Oui; je crois que cela tient principalement aux efforts très considérables déployés conjointement par le gouvernement du Manitoba et par nous-mêmes. Au cours de l'année écoulée, le gouvernement du Manitoba a vivement cherché à encourager l'immigration, même en devançant la nouvelle réglementation qui, évidemment, provoquera une meilleure répartition lorsqu'elle entrera en vigueur. De fait, on a notamment tenu compte de la demande de main-d'œuvre dans les régions vers lesquelles ils se dirigent. Même en devançant cette réglementation, nous avons pris des dispositions spéciales, de concert avec le gouvernement du Manitoba, en vue d'aider au recrutement de travailleurs dans l'industrie du vêtement, qui en avait particulièrement besoin. Après avoir mis sur pied une vaste campagne de recrutement, les dirigeants de cette industrie ont envoyé des représentants à l'étranger pour y trouver des immigrants, en ayant recours, évidemment, aux services offerts par nos bureaux.

Il s'agissait simplement du résultat d'une expérience qu'aucune province n'avait tentée jusque-là, sauf l'Ontario, qui a agi ainsi pendant nombre d'années. Le Manitoba a commencé l'an dernier à en faire autant.

M. Roxburgh: A-t-on fait une tentative spéciale dans le domaine des mines?

M. Kent: Il y a, évidemment, en vertu du nouveau règlement...

M. Roxburgh: Je sais que l'exposé que le gouvernement du Manitoba nous a adressé, contenait de multiples références aux mines et à la situation dans l'industrie minière. Vous venez de faire mention de l'industrie du vêtement...

M. Kent: Oui; je crois que, à cet égard, le gouvernement a laissé aux sociétés intéressées le soin de faire une tentative spéciale.

M. Roxburgh: Ont-elles eu quelque chance?

M. Kent: Je ne suis pas certain d'avoir les chiffres relatifs au recrutement véritable. Ces derniers mois, un certain nombre de sociétés ont envoyé des agents de recrutement en Allemagne et au Royaume-Uni. Je crois que ce sont là les deux principaux pays.

M. Curry me fait savoir que des dispositions viennent justement d'être prises en Italie, et qu'ainsi les sociétés font cette tentative, qui est comparable, évidemment, au genre de tentatives faites par de nombreuses corporations importantes dans d'autres industries. L'industrie minière n'avait pas jugé cet effort réalisable, aux termes de l'ancien Règlement, mais maintenant il vaut la peine de le faire; aussi, quelques-unes des sociétés en profitent-elles.

Le sénateur Desruisseaux: J'ai une autre question à poser: Les dispositions que prendront les sociétés seront-elles valables pour des contrats d'une durée de trois ans, ou s'agira-t-il d'une immigration permanente?

M. Kent: D'une immigration permanente.

Le sénateur Desruisseaux: Je vous remercie.

Le coprésident (M. Klein): Sénateur Pearson?

Le sénateur Pearson: L'autre question est la suivante: Vous avez dit que 36 nouveaux fonctionnaires ont suivi des cours de formation, au terme desquels ils ont été postés à l'étranger. Dans quel pays en particulier les a-t-on envoyés? Avez-vous choisi une région en particulier?

M. Kent: Certes, je ne veux pas essayer de préciser les endroits où ont été envoyés les nouveaux fonctionnaires. Comme ils viennent d'entrer dans le métier et n'occupent qu'un rang subalterne, on a cherché à les poster dans des bureaux bien établis. Quant à nos agents chevronnés, ils ont été affectés à des postes nouveaux.

Nous avons eu recours aux 36 nouveaux fonctionnaires surtout dans les six nouveaux bureaux que j'ai déjà mentionnés: à Rawalpindi, au Pakistan; à Beyrouth; aux deux postes établies dans les Antilles anglaises, soit à Port of Spain et à Kingston; à Sydney, en Australie, et à Belgrade. Les nouveaux fonctionnaires ont été postés dans ces endroits, et les fonctionnaires d'expérience ont été mutés et...

Le sénateur Pearson: Ils sont allés dans les nouveaux bureaux?

M. Kent: Oui. Nous avons également accru les effectifs à Hong Kong et à New Delhi, parce que ce sont les deux endroits où l'arriéré de travail était le plus sérieux. Nous comptons augmenter encore le personnel de certains bureaux au cours de l'année qui vient.

M. Badanai: Combien avons-nous accueilli d'immigrants venant d'Australie en 1967?

M. Kent: Environ 5,000.

M. Badanai: Cinq mille; et l'Australie fait de grandes tentatives pour attirer des immigrants.

Le coprésident (M. Klein): Le sénateur Desruisseaux, M. Haidasz, le sénateur Cameron et M. Skoreyko figurent sur ma liste. Sénateur Desruisseaux?

Le sénateur Desruisseaux: On a répondu en partie à mes questions. Vous avez parlé de Hong-kong. Je m'y trouvais l'été dernier. J'ai été étonné du nombre de requérants dont la demande demeurerait sans suite; et le nombre des demandes qui ont été acceptées reste extrêmement limité. Est-ce encore la situation, à l'heure actuelle?

• 1150

M. Kent: Il ne fait pas de doute que Hong Kong est un nid de difficultés. M. Godbout a peut-être des renseignements tout prêts à donner; mais le fait est que, depuis longtemps, l'arriéré de travail s'aggrave à Hong-kong. Nous avons commencé, il y a un peu plus de dix-huit mois, à travailler très fort pour le réduire et nous commençons à progresser sensiblement, lorsque les troubles ont éclaté le printemps dernier, à Hong-kong. Évidemment, cet état de choses a provoqué un flot de demandes absolument impossibles à satisfaire, au point que le personnel ne pouvait réellement pas donner suite aux cas déjà en voie d'examen. Chaque jour, le bureau était tellement assiégé par les requérants dont il fallait s'occuper en plus de recevoir les demandes et d'accomplir d'autres travaux, qu'il a accepté de plus en plus de demandes, tout en ayant de moins en moins le temps d'y donner suite. En toute franchise, la situation, le printemps et l'été derniers, était aussi invraisemblable que cela.

Nous avons cherché à obtenir un personnel plus nombreux et le plus rapidement possible. Nous avons trouvé des locaux nouveaux ou plus vastes, et nous avons bon espoir que grâce au personnel actuel, nous pourrions vraiment commencer à réduire les difficultés.

Monsieur Godbout, vous vous souvenez peut-être de la nature exacte de ce changement. Combien y a-t-il d'employés maintenant, en comparaison de l'an dernier?

M. Godbout: L'effectif comptait l'an dernier sept fonctionnaires; il en compte actuellement six, mais nous avons prévu pour l'an prochain un personnel de huit employés. Nous sommes à l'augmenter. Nous avons en ce moment trois agents supérieurs à ce poste car nous en avons emprunté à d'autres bureaux. Nous avons ce que nous appelons quatre agents des services auxiliaires canadiens, qui s'occupent du travail de bureau; ils n'exercent pas les fonctions de conseillers, mais ils aident les conseillers. L'effectif comptait dix-sept membres recrutés sur place; cette année, nous en aurons vingt-cinq. Comme question de fait, les vingt-cinq sont déjà là, parce que nous les avons empruntés à d'autres postes.

M. Kent: Peut-être devrais-je ajouter que les chiffres relatifs à l'année en cours constituent déjà un accroissement considérable par rapport à l'an dernier.

M. Godbout: Je n'ai pas ici les chiffres pour l'année 1966.

Sénateur Desruisseaux: Savez-vous, en pourcentage, le nombre de demandes que vous avez étudiées?

M. Godbout: Non. Je pourrais le calculer, mais...

Sénateur Desruisseaux: Diriez-vous qu'il s'élève à moins de 1 p. 100?

M. Kent: Non, non, moins que ça. Il fut un temps où le nombre de personnes se présentant au bureau était si élevé que notre personnel ne pouvait guère faire plus que de recevoir les demandes. Mais cela n'a duré qu'un temps. Ce devrait être bien au-delà de la moyenne.

Sénateur Fournier (Madawaska-Restigouche): Tous ces services sont logés dans le même édifice?

M. Kent: Nos nouveaux locaux sont un prolongement du même édifice.

Sénateur Pearson: Il n'est pas question d'avoir à Hong-kong deux édifices, deux postes, au lieu de un.

M. Kent: Nous sommes satisfaits de l'espace dont nous disposons présentement.

Sénateur Pearson: Ce n'est pas une question d'espace, mais plutôt un problème de transport du personnel jusqu'au bureau.

M. Kent: Nous n'avons pas pensé à cela. Peut-être n'osons-nous pas y penser à cause des difficultés que nous éprouverions à obtenir les sommes supplémentaires voulues pour maintenir deux bureaux. Les distances à parcourir ne sont pas très grandes.

Sénateur Pearson: Elles ne sont pas très grandes, mais les gens n'ont pas accès, non plus, à de bons moyens de transport.

M. R. B. Curry (sous-ministre adjoint de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur le président, il vous intéressera peut-être de savoir que notre bureau de Hong-kong a autorisé, l'an passé, le départ de 6,400 immigrants, comparativement à 4,000 l'année précédente, ce qui constitue une augmentation de plus de 50 p. 100, en dépit des inconvénients que M. Kent a mentionnés à propos du flot de nouveaux candidats. L'augmentation a donc été très appréciable.

M. Godbout: Monsieur le président, je crois avoir quelques chiffres. En 1966, nous avions 10,600 cas; en 1967, 16,000; mais en 1966, nous avions reçu 15,000 demandes; nous croyions donc avoir établi l'équilibre.

• 1155

M. Kent: Nous avons rattrapé le taux précédent de demandes.

M. Godbout: Mais en 1967, nous en avons reçu 28,000, de sorte qu'il nous faut nous adapter constamment.

Sénateur Desruisseaux: Combien d'entre eux ont été admis?

M. Keni: 6,400.

Sénateur Desruisseaux: Admis?

M. Keni: C'est là le nombre de ceux qui ont effectivement été admis cette année-là. Il s'est produit une légère diminution, mais...

Sénateur Desruisseaux: Combien d'entre

M. Skoreyko: Vous aviez, dites-vous, sept fonctionnaires maintenant six. Pour vider cette question, combien de fonctionnaires à Hong-kong sont-ils autorisés à faire l'étude complète d'une demande?

M. Godbout: Six.

M. Skoreyko: Seulement six?

M. Godbout: Oui.

M. Kent: Nombre que nous espérons porter à huit.

M. Skoreyko: A huit.

M. Keni: Peut-être devrais-je ajouter, pour être plus clair, que la vitesse de travail, lorsqu'il faut étudier un nombre considérable de demandes, dépend beaucoup du personnel auxiliaire; le personnel auxiliaire canadien et

le personnel approprié engagé sur les lieux. Il serait juste je crois, de dire, considérant la situation de l'année passée où il nous a fallu accorder une importance spéciale à cette augmentation de 36 fonctionnaires canadiens, que, l'an prochain, nous serons probablement en mesure d'augmenter beaucoup, dans divers endroits—dont Hong-kong est le plus important—ce que nous appelons l'effectif engagé sur les lieux—commis et secrétaires; ce personnel, s'il est approprié et assez nombreux, favorise autant l'accélération de la marche du travail que les fonctionnaires canadiens.

M. Skoreyko: Mais croyez-vous que huit fonctionnaires suffisent à votre bureau de Hong-kong, considérant les 16,000 demandes?

M. Kent: Oui, compte tenu de l'augmentation du personnel auxiliaire mentionnée par M. Godbout; je suis sûr que ce personnel permettra d'améliorer sensiblement les choses. On ne suffirait pas à la tâche, n'était ce personnel auxiliaire additionnel, mais avec lui, oui.

Sénateur Desruisseaux: Cette situation, à Hong Kong, serait temporaire. La pression exercée sur le Ministère est temporaire, en un sens, vu les conditions qui existent là-bas.

M. Kent: Nous l'espérons.

M. Haidasz: Monsieur le président, j'aimerais demander au sous-ministre s'il y a eu progrès quant au projet annoncé par le Ministère d'ouvrir un bureau à Varsovie (Pologne), ou d'envoyer un supplément de personnel pour aider à l'étude des demandes reçues à Varsovie.

M. Kent: Je demanderais à M. Curry de donner des détails à ce sujet. En général, vous vous souviendrez que l'intention du Ministère était de nous permettre de mieux répondre aux demandes, surtout, bien sûr, celles provenant des parents résidant dans la zone située derrière le rideau de fer; pour la première fois, nous avons réussi à établir un bureau derrière le rideau de fer, soit à Belgrade. Nous avons aussi ouvert, à Genève, un bureau spécial où convergeront les demandes provenant des pays situés derrière le rideau de fer. Nous espérons mettre sur pied, et nous estimons avoir fait un progrès appréciable en ce sens, une équipe qui serait, pour ainsi dire, mobile, et reliera ce bureau aux divers pays de l'Europe orientale, pour répondre sur place aux demandes soumises pour les candidats parrainés et les parents dési-

gnés. Nous espérons, en fait, poster en Pologne un personnel permanent. Nous n'y sommes pas encore parvenus, mais nous ne désespérons pas. Peut-être M. Curry veut-il ajouter quelques remarques.

M. Curry: Il serait intéressant de noter, surtout au profit de M. Haidasz, que les négociations faites avec le gouvernement polonais ont été délicates. Elles ont été menées par le ministère des Affaires extérieures, naturellement en notre nom et en rapport avec l'immigration. Il y a un an, nous avons cru que ces négociations seraient fructueuses, mais nous avons éprouvé des difficultés. Ainsi, en ce qui concerne l'immigration, on nous demandait de sortir des locaux actuels, qui sont déjà trop petits pour qu'on y puisse loger un employé de plus—nous y sommes vraiment aussi à l'étroit que cela—et le gouvernement polonais a beaucoup hésité à nous permettre d'occuper un local situé hors de nos locaux actuels, surtout si nous devons lui donner un nom qui rappelle l'immigration, et non pas les seules affaires extérieures. Nous nous sommes donc, il y a un an, retrouvés dans une espèce d'impasse, et maintenant que les négociations ont repris, je crains fort que le gouvernement polonais n'ait un peu tendance à entreprendre une espèce d'échange entre notre personnel actuel de Varsovie, y compris celui de l'immigration, et leur personnel qui est autorisé à demeurer au Canada, à quelque titre que ce soit.

• 1200

M. Haidasz: Les négociations ont été reprises entre le ministère des Affaires extérieures, qui vous représente, et le gouvernement polonais?

M. Curry: Elles sont en marche actuellement.

M. Haidasz: Pouvez-vous me dire, monsieur Curry, si l'équipe spéciale que vous voulez mettre sur pied à Genève, sera autorisée à aller à Varsovie (Pologne)?

M. Curry: Ce point fait aussi l'objet de négociations.

M. Haidasz: Si je pose la question, c'est que les statistiques de l'immigration vers le Canada montrent, en 1967, une augmentation dans presque tous les pays, et cette augmentation est presque le double pour plusieurs pays de l'Europe centrale et orientale; mais bien que le nouveau règlement soit entré en vigueur en octobre 1967, seulement quelque 1,470 immigrants polonais sont venus de Pologne au Canada, soit 208

de moins qu'en 1966. Quelle est l'explication de ce fait?

M. Kent: Elle n'est pas de notre côté.

M. Haidasz: Nous recevons à maintes reprises l'assurance que la situation s'améliorera. Or, elle empire.

M. Skoreyko: Ils n'ont probablement pas confiance en notre gouvernement.

M. Haidasz: Est-ce à cause des formalités et des difficultés que les aspirants rencontrent? Est-ce qu'on leur crée des difficultés particulières parce qu'ils viennent d'un pays situé de l'autre côté du rideau de fer?

M. Kent: A mon avis, c'est que, dans la plupart des pays derrière le rideau de fer aussi bien que dans ceux du reste du monde, la tendance est plutôt à l'amélioration. Nous avons essayé de simplifier appréciablement les formalités en ce qui concerne le rideau de fer. Les problèmes y sont les mêmes que dans les autres pays du monde. Le succès que nous remportons dans nos relations avec les services d'immigration d'un pays donné dépend de l'attitude du gouvernement de ce pays, cela est inévitable.

M. Haidasz: On m'a rapporté plusieurs cas de visiteurs ou réfugiés polonais qui, ayant réussi à atteindre Vienne (Autriche), ont éprouvé énormément de difficultés à faire étudier leur demande dans cette ville. Il y a apparemment plusieurs réfugiés ou visiteurs venus de pays tels que la Yougoslavie, qui ont plus de facilité à faire examiner leur demande à Vienne que les réfugiés venant de Pologne.

M. Kent: Étant donné l'attitude des gouvernements intéressés, il n'y a aucun doute que les immigrants provenant de Yougoslavie entrent plus facilement que ceux qui viennent d'autres pays situés derrière le rideau de fer. En ce qui nous concerne, il n'est pas besoin pour qui que ce soit d'aller de Yougoslavie jusqu'à Vienne pour y faire étudier une demande. Nous avons maintenant un bureau à Belgrade. Présumément, il s'agit là de gens qui prévoient des difficultés avec leur propre gouvernement. Cela semblerait être la seule explication dans ce cas.

• 1205

M. Haidasz: J'aimerais qu'on fasse une enquête plus poussée sur la situation qui existe à Vienne. J'ai reçu plusieurs plaintes sérieuses au cours de la dernière fin de semaine. De nombreux professionnels, médecins et ingénieurs—et nous avons besoin de médecins au Canada—voudraient venir au

Canada. Ils sont présentement à Vienne, où ils n'ont pas réussi à obtenir que nos fonctionnaires à Vienne fassent quoi que ce soit.

M. Curry: Je ne me souviens pas que ce fait ait été porté à notre attention, docteur Haidasz.

M. Haidasz: Je voudrais saisir cette occasion pour vous le signaler, car on me l'a rapporté.

M. Kent: Nous allons immédiatement faire enquête à ce sujet.

M. Haidasz: J'ai une autre question, monsieur. Je voudrais que M. Curry me dise si les visiteurs qui entrent au Canada reçoivent des directives de l'agent d'immigration au port d'entrée ou si on leur donne des instructions dans leur langue au sujet des choses permises et des choses interdites à ceux qui arrivent au Canada? Par exemple, s'ils peuvent fréquenter l'école, accepter un travail, et ainsi de suite.

M. Curry: Nous avons certes pris les mesures nécessaires pour qu'ils soient bien prévenus de ne point accepter de travail au Canada.

M. Haidasz: Comment? Où et par quels moyens?

M. Kent: Par la formule même qu'ils reçoivent à leur entrée.

M. Curry: Et nous les prévenons de plus en plus fréquemment.

M. Haidasz: Tous reçoivent une formule? Dans quelle langue?

M. Kent: En anglais et en français.

M. Godbout: Dans les bureaux d'outre-mer nous avons une formule où se trouvent toutes les directives à l'intention des visiteurs. On y explique ce qu'ils peuvent faire et ce qu'ils ne peuvent pas faire, durant la période où ils sont autorisés à rester au Canada.

M. Kent: Et cette formule est rédigée dans la langue du visiteur?

M. Godbout: Je ne saurais dire au juste.

M. Haidasz: Pouvons-nous avoir un exemplaire du feuillet d'instructions qu'ils reçoivent dans leur pays quand ils en partent, ainsi que du feuillet qu'ils reçoivent à leur entrée au Canada?

M. Kent: Certainement, nous allons vous en donner un tout de suite.

M. Haidasz: Merci.

M. Brewin: Je me demande, lorsque nous verrons ces formules, si nous pourrions y lire un passage qui leur apprend leur droit, en vertu du Règlement, de soumettre une demande d'admission permanente dans un délai donné?

M. Kent: Les personnes dont il s'agit, viennent ici à titre de visiteurs; si elles étaient venues à titre d'immigrants, elles auraient, je pense, fait une demande en conséquence. Le Règlement porte des dispositions particulières pour les personnes qui, venues ici à titre de visiteurs, changent d'idée et désirent demeurer. Ces dispositions n'existaient pas auparavant, mais elles existent aujourd'hui. Cependant, lorsqu'elles font une demande à titre de visiteurs et qu'elles arrivent à ce titre, nous leur donnons les renseignements dont elles ont besoin comme visiteurs.

M. Brewin: Ne dit-on jamais aux visiteurs que, s'ils veulent rester, ils doivent présenter leur demande, en vertu du Règlement, au cours de leur visite?

M. Kent: On leur dit que la durée de leur séjour à titre de visiteurs ne peut dépasser la période précisée dans la formule et qu'ils n'ont pas le droit de rester plus longtemps, à moins qu'ils ne demandent une prolongation. S'ils le font, ils obtiennent une prolongation, mais ils doivent d'abord la demander.

M. Godbout: Dans certains pays, on considérerait cela comme un encouragement à agir de façon illégale.

Le coprésident (M. Klein): Permettez-moi de poser une autre question à M. Brewin. Si je comprends bien, lorsqu'une personne entre au Canada à titre de visiteur, elle peut y rester durant une période bien déterminée. Si elle demande l'admission permanente avant l'expiration de cette période, sa demande sera examinée.

M. Kent: Oui.

Le coprésident (M. Klein): D'autre part, si cette personne attend jusqu'à l'expiration de la durée de son séjour, sa demande ne sera pas examinée. Pourquoi?

M. Kent: C'est parce que sa première admission à titre de visiteur était valide pour une période bien précise. Si la personne en cause veut rester plus longtemps à titre de visiteur, elle est parfaitement libre de demander une prolongation de son séjour, ce qui lui est ordinairement accordé si elle a un motif quelconque de la demander. Cependant, si elle commence par ne pas se donner la peine de présenter une nouvelle demande—que ce

soit pour une prolongation de séjour à titre de visiteur ou pour l'admission permanente—durant la période déterminée, nous croyons alors—si je puis m'exprimer ainsi—qu'elle ne cherche pas vraiment de façon active et consciencieuse à devenir un immigrant ou à rester au Canada à titre de visiteur; selon le cas. Si nous n'adoptons pas ce genre de limite de temps, nous encouragerions franchement la répétition de la situation qui s'est révélée si malencontreuse par le passé, alors que beaucoup de gens sont venus à titre de visiteurs et sont restés sans présenter de demande. Si l'on ne fait rien pour éviter une situation comme celle-là, tout système d'immigration devient une véritable farce.

• 1210

Le président: Je crois savoir que si quelqu'un obtient l'admission au Canada pour une période déterminée et qu'il se présente ensuite au bureau d'immigration pour demander une prolongation et l'obtient, il n'a pas le droit de présenter une demande d'admission permanente durant cette prolongation de séjour.

M. Kent: Oh, oui. Il en a le droit aussi longtemps que son statut au Canada est officiel.

Le coprésident (M. Klein): Il peut demander l'admission permanente durant la période où il est autorisé à rester au Canada?

M. Kent: Aussi longtemps que son statut est officiel, nous acceptons sa demande. Les seules personnes dont nous n'acceptons pas la demande sont celles qui ont agi de manière à rendre leur statut illégal.

M. Brewin: Puis-je vous poser une autre question? Cette règle me semble appliquée avec trop de rigueur. J'admets la valeur de vos arguments dans le cas d'une personne qui se contente de rester au Canada sans présenter de demande. Mais supposons que, par suite de leur ignorance ou qu'à cause d'une certaine personne, les visiteurs n'aient pas transmis leur demande, peu importe la raison, et qu'ils soient en retard d'environ une semaine; qu'il s'agisse, au reste, de personnes qualifiées et souhaitables, munies d'une excuse raisonnable et ayant vraiment eu l'intention de présenter une demande durant la période de leur séjour autorisé. Même les tribunaux, qui font plutôt preuve de rigueur, n'insisteraient pas pour faire appliquer des délais inflexibles. Or, autant que je sache, le ministère de l'Immigration dit: «Non, nous nous en tenons à la loi et à notre Règlement», même si l'excuse est excellente. Par exemple, tel serait le cas si ces personnes se sont adressées à un député pour lui demander de présenter une demande en leur faveur, et que celui-ci aurait oublié de le faire.

M. Kent: Je crois pouvoir vous assurer, monsieur, que si l'on nous présente une excuse de cet ordre, nous ferons preuve de souplesse en appliquant le Règlement.

M. Brewin: Alors, on pourrait rouvrir un cas.

M. Prud'homme: Je ne me souviens plus très bien, mais il y a eu un cas... C'était pendant la saison des Fêtes; il était difficile d'obtenir quoi que ce soit.

Le sénateur Cameron: Vous avez répondu partiellement à ma question. Je voudrais savoir combien d'immigrants sont venus de Hong-Kong.

M. Kent: Il y en a eu 6,400, si je me rappelle bien.

Le sénateur Cameron: Et combien sont venus du Japon, de la Yougoslavie, des Caraïbes et de la France?

M. Kent: Il y a eu 930 immigrants en provenance du Japon, soit une augmentation de 500 sur l'année précédente.

Le sénateur Cameron: Et de Yougoslavie? Vous n'avez commencé qu'en octobre dernier, n'est-il pas vrai?

M. Kent: Oui.

M. Curry: Plus de 2,000 immigrants sont venus de Yougoslavie, soit une augmentation d'un peu plus de 1,500.

M. Kent: De fait, il y en a eu 2,100, au regard de 1,500.

M. Cameron: Et combien sont venus des Caraïbes? C'est-à-dire, de Jamaïque, des Bahamas et de Trinidad, particulièrement de Trinidad-Tobago?

M. Kent: Prenons les principaux pays. 3,400 immigrants sont venus de Jamaïque, au regard de 1,400; et 2,300 de Trinidad-Tobago, au regard de 1,100.

Le sénateur Cameron: Était-ce bien 2,300?

M. Kent: Oui, en comparaison de 1,100. De fait, 1,200 immigrants sont venus de la Barbade, au regard de 700, et d'autres îles des Antilles, soit un total de 1,400, en comparaison de 700.

Le sénateur Cameron: Et de la France?

M. Curry: Nous avons accueilli un peu plus de 10,000 immigrants venus de France, soit le double de l'an dernier.

M. Kent: Oui, 10,100 immigrants, en comparaison de 7,800, ce qui représentait déjà une augmentation appréciable sur le nombre d'immigrants de l'année précédente; le nombre d'immigrants a été très faible.

Le sénateur Cameron: Et, comme question supplémentaire, quel genre de personnes

viennent de Hong-Kong et du Japon? Quels sont leur principal métier et leurs titres de compétence?

• 1215

M. Kent: La majorité des immigrants de Hong-Kong étaient, bien sûr, des parents qui sont d'abord venus à ce titre. Nous n'avons eu du Japon que relativement peu d'immigrants parrainés; la plupart sont ce que vous appelez des techniciens.

Le coprésident (M. Klein): Monsieur Skoreyko?

M. Skoreyko: Merci, monsieur le président. Permettez-moi d'abord de féliciter le Ministère des efforts qu'il déploie pour éliminer les injustices d'autrefois. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous, messieurs, lorsque vous dites que l'injustice est entièrement éliminée, parce que je...

M. Kent: Nous convenons que cela prendra du temps.

M. Skoreyko: Si tel est le cas, j'ai à mon bureau un dossier que j'aimerais transmettre à votre bureau dès cet après-midi afin de le faire examiner aussi vite que possible. Il s'agit d'une femme mariée de l'Alberta qui, depuis deux ans, tente en vain de faire venir de Hong-Kong au Canada deux de ses frères. Cependant, il s'agit d'une exception.

Mais revenons à Hong-Kong, messieurs. L'an dernier, 6,400 personnes de Hong-Kong ont été admises au Canada, et vous avez reçu 28,000 nouvelles demandes. Quel est le nombre total de demandes de personnes de Hong-Kong qui sont en instance?

M. Kent: Je crois que M. Godbout peut vous donner ce chiffre.

M. Godbout: Il y en a 15,099.

M. Skoreyko: C'est le nombre total de demandes en provenance de Hong-Kong?

M. Godbout: Oui, c'est le nombre total de cas que nous étions à examiner à la fin de 1967.

M. Skoreyko: Par «à examiner», entendez-vous que si quelqu'un a présenté une demande hier, vous la considérez comme en voie d'examen?

M. Godbout: Oui.

M. Skoreyko: Quel était ce nombre, déjà?

M. Godbout: 15,100, à la fin de l'année.

M. Kent: Si vous me le permettez, monsieur, je crois qu'il est très important de convenir—vous le savez d'ailleurs sûrement—que les problèmes d'identité relatifs à l'immigration de Chinois, qui nous ont causé tant de difficulté par le passé, rendent inévitablement les problèmes d'examen des demandes beaucoup plus difficiles à Hong-Kong que presque partout ailleurs.

Pour m'exprimer autrement: La productivité par agent, en fonction du nombre d'immigrants où nous pouvons établir que les dispositions de la loi canadienne sont satisfaites, est inévitablement moindre. Voilà le problème.

M. Skoreyko: Pour en revenir au cas d'Edmonton, si une femme peut faire état de reçus authentiques de tant de centaines ou de milliers de dollars qu'elle a envoyés, depuis quatre ou cinq ans, afin de subvenir aux besoins de ses deux frères à Hong-Kong, nul doute que cela signifie quelque chose pour le Ministère, ou croyez-vous qu'elle jetterait inutilement son argent ou le donnerait à un étranger?

M. Curry: Je voudrais soulever un point, ici. Vous avez dit, je crois, que cette personne tentait depuis deux ans de faire venir ses frères au Canada.

M. Skoreyko: Oui.

M. Curry: En fait, elle n'aurait pu parrainer l'admission de ses frères, de Chine, avant la fin de l'automne dernier.

M. Skoreyko: Oh, non, je le sais bien; c'est là qu'il y a injustice. J'ai essayé, depuis, mais, bien sûr, c'est le problème d'identité qui se pose.

M. Kent: En fait, la demande qu'elle a présentée en faveur de ses frères n'est à l'étude que depuis quatre mois, car, auparavant, nous n'aurions pas été en mesure de l'examiner.

M. Skoreyko: Il reste donc de l'espoir.

M. Curry: Plus qu'il y a deux ans.

M. Skoreyko: Je vois; merci beaucoup. Messieurs, il reste encore un autre point sur lequel je voudrais faire la lumière. Vous dites que vous allez ouvrir un bureau à Genève. Vous l'appellez un bureau international, est-ce exact?

M. Kent: Depuis environ deux ans, nous avons un bureau régional pour l'Europe, à Genève. A titre de partie intégrante de ce bureau régional pour l'Europe, nous établissons maintenant un sous-bureau central d'examen des demandes pour les pays situés derrière le rideau de fer et où nous n'avons pas d'agents en permanence, mais où nous comptons traiter les demandes par écrit, lorsque ce sera possible, ou en déléguant des équipes dans ces pays en vue d'interviewer les personnes, sous forme de visites.

M. Skoreyko: Comment vos agents comptent-ils communiquer avec ces personnes?

M. Kent: Nous avons les noms et les adresses. Nous leur écrivons d'abord et leur demandons de se rendre à l'ambassade du Canada en Hongrie, à Budapest, ou ailleurs, à une date et à une heure données.

M. Skoreyko: C'est ainsi que vous procédez depuis deux ans, n'est-ce pas? C'est ainsi que vous procédez?

M. Kent: Non, l'établissement d'un sous-bureau central d'examen des demandes n'est en voie d'exécution que depuis un mois ou deux.

M. Godbout: On l'a autorisé comme prochain établissement.

M. Kent: C'est cela. Nous étions en territoire vierge, pour ainsi dire. Nous avons ouvert un bureau à Belgrade en y déléguant un membre bien expérimenté du personnel du Ministère, M. Cunliffe, que beaucoup d'entre vous connaissez, car il était mon adjoint d'administration. Il est allé à Belgrade pour y ouvrir le bureau et se trouve maintenant à Genève, où il mettra sur pied le sous-bureau central qui s'occupera des pays situés derrière le rideau de fer.

M. Skoreyko: Notre gouvernement n'a-t-il pas de rapports avec les gouvernements communistes afin de faciliter l'examen de ces demandes, comme telles? Autrefois, il fallait que certains documents passent par les mains de M. Spshedko, de l'ambassade russe, et d'autres exigences semblables. Est-ce encore le cas, ou non?

M. Kent: Je crois que l'expression «une entente pour faciliter» est peut-être un peu exagérée. Nous constatons, je crois, que les négociations commencent à faciliter la compréhension.

M. Curry: Leur attitude envers les personnes parrainées qui quittent le pays, est relativement libérale—et je répète, «relativement».

M. Skoreyko: Je n'ai qu'un autre point ou deux à soulever. Je ne voudrais pas trop prendre le temps du Comité. Pendant les séances du Comité, l'an dernier, il a beaucoup été question du besoin d'aides agricoles au Canada. A-t-on insisté, par l'intermédiaire du bureau de Genève ou du bureau de Belgrade, pour recruter des aides agricoles pour le Canada? Si c'est le cas, ou si cela pourrait être le cas, quelles sont les exigences scolaires ou autres prévues pour l'admission de ces personnes?

M. Kent: En général, le nouveau Règlement permettra sûrement au travailleur agricole d'entrer plus facilement au Canada ou d'être accepté en vertu du Règlement, chance qu'il

n'avait pas auparavant, bien sûr, car le grand besoin qu'on a de ces travailleurs primera l'insistance que l'on mettait avant sur les qualifications purement scolaires.

Un député: Quatorze sur quinze?

M. Kent: Oui, les points sont très élevés car le système tient entièrement compte du besoin de travailleurs agricoles. Cependant, j'ai bien peur, comme M. Curry l'a souligné, que même si les pays situés derrière le rideau de fer prennent une attitude relativement détendue à l'égard des personnes à charge parrainées que nous acceptons à titre d'immigrants et des autres proches dans une certaine mesure, nous n'avons pas de rapports qui nous permettent de tenter de recruter des travailleurs, comme tels. Ils s'opposeraient catégoriquement à cela, comme le font d'autres pays—et non les seuls pays situés derrière le rideau de fer.

• 1220

M. Skoreyko: Est-ce qu'un travailleur agricole d'un pays situé derrière le rideau de fer peut être parrainé?

M. Kent: Oh! oui.

M. Skoreyko: Il peut être parrainé?

M. Kent: Oui, s'il fait partie de la catégorie des personnes parrainées.

M. Skoreyko: Seulement s'il fait partie de cette catégorie?

M. Kent: Oui.

M. Curry: Une personne qui n'a pas de lien de parenté peut parrainer un travailleur acceptable. Je crois que c'est là ce que vous demandiez.

M. Skoreyko: Je vois.

M. Kent: Le parrainage se rapporte simplement aux rapports, et non pas à l'acceptabilité d'un travailleur en particulier.

M. Skoreyko: Mettons que je parraine quelqu'un de Russie comme travailleur agricole, quelles assurances le Ministère exigera-t-il avant de permettre l'entrée au Canada de cette personne? Si je pose la question, c'est que la situation se présentera sans doute qu'un immigrant parrainé venu au Canada pour travailler dans le domaine de l'agriculture probablement, aboutira dans un emploi d'usine. Quelles assurances exigez-vous? En exigez-vous?

M. Kent: Nous croyons qu'il ne serait pas réaliste de demander des garanties. Si un travailleur agricole vient ici en tant que tel et

s'il est admissible en cette qualité, il peut certes exercer cette profession. Si, par la suite, il choisit librement une autre profession, nous ne croyons pas que nous devions exercer un contrôle à cet égard.

M. Skoreyko: Un dernier point, messieurs, en ce qui a trait aux relations extérieures. L'autre jour—en fait, tout de suite après Noël—un homme d'affaires chinois important et de bonne réputation, qui détient des intérêts dans un certain nombre de compagnies relativement importantes de la ville d'Edmonton et qui a également des droits dans certains terrains de fermes à l'extérieur de la ville, a présenté une demande au Ministère, à Edmonton, pour parrainer l'admission au Canada d'un cousin devant prendre sa succession sur la ferme.

M. Curry: Il ne le peut, monsieur...

M. Skoreyko: C'est bien. Je conçois qu'il ne le peut.

M. Curry: ... à cause de circonstances techniques.

M. Skoreyko: Le point que je soulève ici a trait aux relations extérieures. On a adressé à cet homme une lettre lui demandant de passer au bureau. On ne lui a pas dit que la demande ne pouvait être étudiée; on lui a dit de venir au bureau. Dans la lettre qu'il m'a adressée, il souligne—qu'homme d'affaires occupé—il a dû attendre trois quarts d'heure avant que quelqu'un vienne de l'arrière-bureau lui dire que sa demande ne pouvait être étudiée. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'il leur a fait connaître sa façon de penser. Ceci est une lacune dans les relations extérieures du Ministère, et je crois qu'on devrait faire quelque chose, dans ce domaine, pour améliorer la réputation du Ministère.

• 1225

M. Kent: Nous nous excusons pour la perte de temps qu'il a subie en tant que telle, indépendamment des relations extérieures en soi.

M. Skoreyko: Il m'a dit que lorsqu'il est entré dans le bureau, il avait l'impression qu'il avait enfreint une loi quelconque à cause de la façon dont on le traitait. Je lui ai assuré que je porterais ce fait à votre attention.

M. Kent: Je vous remercie.

Le coprésident (M. Klein): Puis-je vous poser une question? Est-ce que le fonctionnaire chargé d'étudier la demande a le droit de vérifier si l'immigrant est de bonne foi, s'il désire véritablement être un immigrant ou non?

M. Kent: Le sérieux de la motivation, pour ainsi dire, est un des facteurs que le fonctionnaire inscrit à la cote personnelle du requérant.

Le coprésident (M. Klein): Je ne veux pas embarrasser le Ministère, mais ma question a trait au nombre inquiétant d'Américains qui se soustraient au service militaire et qui sont au Canada. On dit qu'il y en a 10,000 ici. Lorsque vous avez comme chiffres 19,000 personnes qui arrivent au pays, comparativement à 35,000 qui quittent le pays, est-ce que ce chiffre comprend des Américains qui se seraient soustraits au service militaire?

M. Kent: Ce chiffre comprend certainement des Américains en âge d'être sous les drapeaux, qui ont décidé de venir au Canada. Nous ne croyons pas que nous puissions normalement—puisqu'il y a du service militaire aux États-Unis, mais non au Canada—juger quelle part ce facteur a jouée dans leur motivation. La plupart de ces personnes, évidemment, sont presque automatiquement qualifiées selon notre système d'appréciation, de sorte que, quel que soit le jugement porté par le fonctionnaire quant au sérieux de leurs motivations, cela ne peut normalement infléchir le résultat d'aucune façon et on n'en tiendrait pas compte. Pour un cas limite, évidemment, le fonctionnaire peut en tenir compte, mais simplement en se fondant sur ce principe. Il n'y a rien, dans la loi canadienne sur l'immigration, qui prévoit le statut d'une personne en rapport avec le service militaire, considération dont nous pouvons toutefois tenir compte en tant que telle. Nous pouvons nous former des opinions quant aux motivations et aux caractéristiques personnelles, mais c'est le seul rapport que cela peut avoir. Selon la loi, nous n'avons pas le droit de traiter A et B de façon différente, simplement parce que A est susceptible d'être appelé à faire son service militaire, tandis que B ne l'est pas.

Le coprésident (M. Klein): Mais vous pourriez dire que beaucoup de Grecs qui désertent leur navire, font partie de la même catégorie de personnes. Nous renvoyons les Grecs, mais nous ne renvoyons pas les Américains.

M. Kent: Oh! non. La situation n'est pas la même. D'après les lois de tous les pays, le matelot qui quitte son navire, rompt son contrat avec son employeur et son pays, tout en violant les conditions spécifiques de notre loi.

Le coprésident (M. Klein): Puis-je demander si le gouvernement américain a présenté des instances au gouvernement canadien, ou à votre Ministère, au sujet des Américains qui se soustraient au service militaire?

M. Kent: Pas une seule.

• 1230

M. Prud'homme: Puis-je exprimer le désir qu'il n'en présente pas? Puis-je aussi exprimer un autre désir? J'espère que nous ne changerons pas nos lois, au cas où il y aurait des personnes qui se soustraient au service militaire. Je n'aime pas que nos gens jugent les intentions des personnes qui viennent ici s'établir, et je désire attirer l'attention sur ce point.

Le coprésident (M. Klein): Je vous remercie beaucoup. Le Comité s'ajourne maintenant jusqu'à nouvelle convocation du président.

Judi le 29 février 1968

• 1119

Le coprésident (M. Klein): Mesdames et messieurs, nous sommes en nombre.

Quelqu'un veut-il proposer, avec l'appui d'un autre membre, que soient imprimés 850 exemplaires anglais et 350 exemplaires français du compte rendu des délibérations du présent Comité?

M. Skoreyko: J'en fais la motion.

M. Bell (Carleton): Je la seconde.

La motion est adoptée.

Le coprésident (M. Klein): Nous avons le plaisir d'avoir avec nous ce matin la présidente, à la fois vice-présidente et registraire de la Commission d'appel de l'immigration. Je suis certain que nous aurons des questions à poser à ces témoins.

Je suis heureux de vous présenter la présidente de la Commission d'appel de l'immigration, M^{lle} Janet Scott.

Avez-vous une déclaration à faire au départ, M^{lle} Scott?

Mlle J. Scott (présidente, Commission d'appel de l'immigration): Comme vous le voulez. Ou je peux peut-être décrire le travail que nous faisons.

• 1120

Le coprésident (M. Klein): Oui. Ce sera peut-être le meilleur moyen.

Mlle Scott: Cela peut intéresser les membres.

Le coprésident (M. Klein): Si le Comité est d'accord M^{lle} Scott nous décrira le fonctionnement de la Commission d'appel de l'immigration. M^{lle} Scott.

Mlle Scott: Comme vous le savez, la Commission d'appel découle de la Loi sur la Commission d'appel de l'immigration, adoptée le 13 novembre 1967.

Selon les termes de la Loi, la Commission d'appel de l'immigration est une cour supérieure d'archives qui a été établie en tant que telle. Nous gardons les archives et nous fonctionnons, autant que faire se peut, comme une cour supérieure. Je pense que les membres du Comité seront intéressés à savoir ce que comprend un appel. Nous entendons les appels d'ordre de déportation et, pour le moment, nous entendons aussi les cas de parrainage qui ont été refusés. Pour ce qui est des appels d'ordre de déportation, qui constituent la presque totalité de notre travail à ce jour, les dossiers nous viennent de l'enquêteur spécial de l'immigration. Autant que je sache, nous n'avons eu jusqu'à ce jour aucun appel de parrainage, mais la procédure serait la même, le cas échéant. Pour un appel d'ordre de déportation, le dossier de l'enquête spéciale nous vient de l'enquêteur spécial, il s'accompagne d'un avis d'appel signé par l'appelant. Le dossier consiste en une transcription dactylographiée de l'enquête tenue devant l'enquêteur spécial qui est à la disposition de l'appelant. Nous donnons alors dix jours au ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour produire une réponse. Cette réponse est envoyée à l'appelant. La date de l'audition est alors fixée et toute autre documentation qui nous arrive est versée au dossier. Vient ensuite l'audition. Le quorum de la Commission, qui est de 3, réserve presque invariablement sa décision. Nous en discutons plus tard en temps opportun, arrêtons notre décision et la faisons connaître à l'appelant et au Ministère.

Dans chaque cas, nous donnons les raisons du jugement. Sur demande, ces raisons sont fournies aux deux parties en cause. J'ai apporté avec moi les livres d'inscription, qui donnent une bonne idée de ce que comporte un appel. Je remarque une cause qui avait été très complexe, tant du point de vue juridique que du point de vue délibérations. Dans les registres d'inscription, il y a quelque 22 entrées, c'est-à-dire toutes les pièces qui ont été versées au dossier, y compris la correspondance, la date de l'audition et la déposition finale de l'appel.

Nous procédons de la même façon dans chaque cas, et ces registres constituent des archives permanentes. Nous les conservons indéfiniment.

Il serait peut-être opportun, à ce moment-ci, de demander si quelqu'un d'entre vous a des questions à poser.

Un député: Oui, mademoiselle la présidente.

Le coprésident (M. Klein): M. Brewin est le premier.

M. Brewin: Mademoiselle Scott, vous dites que les raisons du jugement de la Commis-

sion sont communiquées aux parties intéressées. Personnellement, je crois que c'est là un procédé excellent, qui constitue un progrès par rapport à la façon de procéder de la Commission précédente. Est-ce que ces raisons sont publiées sous une autre forme à d'autres parties intéressées? Je suppose que la Commission est à établir une sorte de jurisprudence pour la façon de procéder qu'elle adoptera. La cour d'archives a notamment l'avantage de permettre aux nouveaux venus, qui n'ont pas encore entendu de causes de prendre connaissance d'autres cas que la Commission a jugés, en ce sens qu'ils ne répéteront pas les mêmes arguments que la Commission a déjà réfutés et seront à même de dire, en se basant sur l'expérience de la Commission, «ce cas est exactement le même que celui qu'a jugé la Commission il y a quelque temps». En d'autres mots, bien qu'il n'y ait pas de rapport officiel, comme dans le cas des rapports de loi...

• 1125

Mlle Scott: Nous nous proposons d'en venir à cela, M. Brewin.

M. Brewin: Vraiment?

Mlle Scott: Oui. J'ai déjà une liste de huit cas qui peuvent faire l'objet d'un rapport. Ils constitueront des précédents d'ordre juridique et formeront la première partie d'une série de rapports imprimés qui seront mis à la disposition de toute personne intéressée. Évidemment, nous ne rapporterons que les cas d'ordre juridique car ils sont les seuls susceptibles de constituer des précédents.

M. Brewin: C'est très raisonnable de votre part, mademoiselle Scott, de dire que ce seront les cas d'ordre juridique qui sont rapportés officiellement, mais la Commission a le pouvoir discrétionnaire d'étudier les cas en fonction d'arguments humanitaires et avec indulgence. Ces cas ne peuvent créer de précédents, car chacun est jugé en lui-même; néanmoins, il serait sûrement utile à ceux qui soumettent des cas à la Commission, de connaître les genres de cas où la Commission croit qu'elle peut exercer son pouvoir discrétionnaire.

En d'autres mots, nous ne désirons pas cristalliser le pouvoir discrétionnaire en une règle juridique absolue, mais il restera un pouvoir discrétionnaire utilisé avec discernement. Il me semble qu'on devrait aussi signaler de tels cas rapportés ou permettre aux intéressés d'en prendre connaissance.

Mlle Scott: Après avoir étudié cette possibilité, nous avons conclu que chaque cas constitue un exemple distinct et qu'il est tout à fait impossible de dire que, parce que nous avons fait preuve de discrétion dans un cas précédent, nous devons nécessairement

exercer cette discrétion de nouveau. Les données peuvent être différentes. Par exemple, il peut s'agir d'établir si une personne est digne de foi.

M. Brewin: Ceci devrait vous aider.

Mlle Scott: Pour le moment, nous avons décidé que les jugements fondés sur des motifs humanitaires ne seront pas mis à la disposition générale, dans notre série de rapports.

M. Munro: Puis-je poser une autre question, à M. Brewin?

M^{lle} Scott, au sujet de ce qu'a dit M. Brewin, si les décisions spéciales basées sur des motifs humanitaires et de commiseration étaient rapportées, je ne puis m'empêcher de croire qu'elles seraient utiles, ne fût-ce qu'à titre consultatif pour les appelants éventuels et leurs conseillers juridiques, quant à l'attitude du personnel actuel de la Commission vis-à-vis les limites qu'il fixerait aux considérations d'ordre humanitaire. Actuellement, cela est très vague dans l'esprit de beaucoup de gens. S'ils savaient de quelque façon jusqu'où la Commission est disposée à aller, ils pourraient décider, d'abord s'il y a lieu d'appeler, et ensuite, s'ils l'ont fait, s'il vaut la peine de retenir les services d'un conseiller juridique. Cela pourrait être très utile. Avez-vous pensé à faire rapport, à l'occasion, de quelques-unes de ces décisions, ou du moins à donner une orientation approximative aux avocats qui comparaissent devant la Commission? Il y en a beaucoup au pays qui ont établi une pratique d'immigration comme une sorte de spécialité; il y a également au pays diverses communautés ethniques et autres qui seraient très intéressées.

Mlle Scott: Je ne crois pas réellement que cela serait très utile. Toutefois, je trouve qu'il vaut toujours la peine d'appeler, parce que la Commission d'appel de l'immigration est la cour de dernière instance, sauf lorsqu'il y a une question de droit qui, naturellement, peut être portée en appel à la Cour suprême. Comme je l'ai déjà déclaré, chaque cas est jugé en lui-même. Dans le cas auquel vous pensez, par exemple, il peut se trouver un détail qui n'a pas été mentionné dans le cas initial et qui peut faire toute la différence.

• 1130

M. Bell (Carleton): Sur ce point, permettez-moi de dire que j'aimerais moi-même que la Commission n'essaie pas de geler l'exercice de sa discrétion dans quelques principes juridiques ou judiciaires, car j'estime qu'au

moment où elle le fera, elle s'éloignera de l'intention du Parlement et sera d'une intransigeance que le Parlement ne désirait pas. Établir les limites de discrétion serait déroger aux principes très larges que j'avais certainement à l'esprit lorsque cette mesure législative a été adoptée. J'espère que la Commission jugera chaque cas en lui-même, comme l'a dit la présidente, et ce faisant, encouragera les appels interjetés pour des motifs d'indulgence et d'humanité, et n'essaiera pas d'établir des limites.

Mlle Scott: Je suis entièrement d'accord.

M. Brewin: Monsieur le président, si vous me permettez de faire des commentaires sur ce qu'a dit M. Bell, je ne crois pas que M. Munro ou moi-même ayons la moindre prétention contraire. J'estime, et je le signale à la Commission, qu'il peut bien se présenter des cas discrétionnaires qui, sans lui enlever aucune liberté d'action, démontreraient le genre de problèmes qui se présentent et l'attitude qu'elle a en traitant ces affaires.

Le coprésident (M. Klein): Monsieur Brewin, comme je comprends les choses, la Commission jouit d'une discrétion entière et absolue. Je pense que M. Bell a raison, si vous voulez savoir l'avis du président, car la Commission a entière discrétion, et entière discrétion signifie discrétion absolue, si je ne m'abuse. En jouissant d'une discrétion absolue, elle peut tout simplement ignorer la loi.

M. Brewin: Je ne comprends pas du tout que cela soit ainsi.

Le coprésident (M. Klein): Oui.

M. Brewin: Elle peut l'ignorer; elle a reçu le pouvoir, en vertu de la loi, d'examiner les motifs d'indulgence, les cas difficiles, les considérations humanitaires et naturellement, elle les examinera. La largeur de ses vues et la façon dont elle les applique sont infinies. Mais sa discrétion est une discrétion judiciaire, qui doit être exercée judiciairement; je ne vois pas pourquoi elle ne serait pas expliquée.

M. Bell (Carleton): C'est là que nous sommes en désaccord. Je ne suis pas d'accord.

Mlle Scott: Je suis d'accord avec M. Brewin, et tous les membres de la Commission—je crois que je peux parler pour nous tous—le sont aussi. La discrétion, qui est très large, doit être exercée judiciairement.

Le coprésident (M. Klein): Judicieusement.

Mlle Scott: Non, judiciairement. A présent, cela ne signifie nullement que nous avons créé un précédent rigoureux, nous devons néanmoins fonder nos décisions discrétionnaires sur des motifs raisonnables.

Un député: Oh oui, c'est vrai.

Mlle Scott: En d'autres termes, ce n'est pas une discrétion administrative, c'est une discrétion judiciaire.

M. Brewin: C'est comme les anciennes cours d'équité. Leur compétence avait coutume d'être très vaste, mais elle a éventuellement été restreinte à un système rigide. Je ne crois pas que quiconque d'entre nous souhaite que cela se produise, c'est-à-dire que la compétence de la Commission soit restreinte à un système rigide. Pourtant, plus la Commission mettra en lumière ses méthodes de penser en publiant des renseignements sur son fonctionnement, plus il sera facile aux personnes qui comparaissent devant elle, de comprendre sa pensée, de s'y adapter et d'expliquer pourquoi leur cas est très différent d'un autre que la Commission a décidé de rejeter. Je ne crois pas qu'on devrait demander à la Commission de faire quelque chose du genre; il pourrait néanmoins y avoir des cas discrétionnaires et humanitaires où, dans l'intérêt du public, il serait bon de savoir comment la discrétion a été exercée.

Mlle Scott: Monsieur Campbell, auriez-vous quelques commentaires à faire à ce sujet.

• 1135

M. J. C. A. Campbell (vice-président de la Commission d'appel de l'immigration): Je pense que c'est un argument très convaincant, mais qui signifierait, de fait, que tout cas que doit entendre la Commission devrait être rapporté. Après avoir discuté de cela, je crois que nous avons décidé que nous ferions mieux de signaler les décisions judiciaires, les décisions juridiques, et de ne pas faire rapport du tout des décisions rendues pour des motifs humanitaires.

M. Roxburgh: Autre question. Ne croyez-vous pas, dans le cas actuel du garçon de l'Afrique du Sud, que s'il ne satisfait pas aux normes, le public en général...

Le coprésident (M. Klein): Je dois déclarer cette question irrecevable, si elle n'est pas encore jugée; je ne sais pas si elle l'est ou non.

M. Campbell: Elle ne l'est pas et je crains de devoir refuser de répondre.

Le coprésident (M. Klein): Elle n'est pas encore jugée. En d'autres termes, nous ne pouvons discuter un cas qui fait encore l'objet d'un examen judiciaire. Avez-vous terminé, monsieur Brewin?

M. Bell (Carleton): Nous avons abordé ici un domaine quelque peu plus étendu.

Le coprésident (M. Klein): Oui, et je crois que nous perdriions beaucoup de temps si nous le poursuivions. La Commission est nouvelle et je crois que, dans beaucoup de ces cas, elle doit, pour le moment, procéder par intuition. Je pense que nous pourrions perdre beaucoup de temps sur ce sujet.

M. Bell (Carleton): Vous et moi sommes d'accord sur le fait qu'elle devrait procéder par intuition. Si elle procédait selon des principes judiciaires, je suis sûr que beaucoup de la Commission contrecarrerait la volonté du Parlement. A mon avis, la volonté du Parlement est qu'elle agisse de façon complètement indépendante, en se fondant sur des motifs d'indulgence et d'humanité. Pour ma part, j'ai précisément exercé la discrétion qu'on a voulu accorder à cette Commission, et si je devais dire que je l'ai exercée selon ces principes judiciaires, je suis sûr que beaucoup de personnes, aujourd'hui établies au pays, n'y auraient jamais été admises.

Le coprésident (M. Klein): Si je me souviens bien, un représentant du Ministère, peut-être M. Kent, a déclaré de façon catégorique que la discrétion est absolue, non pas judiciaire, mais absolue.

Je vous demande pardon? Vous n'êtes pas d'accord. Je vais vérifier.

M. Munro: Je ne suis pas en désaccord avec vous.

M. Bell (Carleton): M^{lle} Scott a dit que leur discrétion s'exercerait selon des principes judiciaires et je veux m'opposer à cela.

M. Brewin: C'est certainement pour cette raison que le Parlement a nommé une Commission judiciaire. Nous avons adopté la Loi parce que, même si nous admirons M. Bell, ses prédécesseurs et ses successeurs, le Parlement a pensé qu'il devrait y avoir quelqu'un qui soit habilité à juger d'une cour de justice. C'est précisément pourquoi nous l'avons fait. Je ne pense pas que cela soit limitatif de quelque manière, et je ne crois pas que les remarques de M. Munro voulaient insinuer des pouvoirs limités.

M. Munro: Non, je n'ai pas voulu cela.

M. Brewin: Mais la manière dont les pouvoirs sont exercés est différente.

M. Orlikow: Ne peuvent-ils être à la fois judiciaires et judiciaires?

M. Brewin: Bien sûr.

Un député: Et raisonnables?

Mlle Scott: Je l'espère.

Le coprésident (M. Klein): Monsieur Brewin, avez-vous terminé? J'ai sur ma liste M. Munro, D^r Haidasz, M. Badanai et M. Bell. Monsieur Munro?

M. Munro: Seulement pour éclairer ma pensée sur cette question, en parlant très franchement, je peux penser à certains cas où, en ma qualité d'avocat, je serais porté à dire à un client: «Je ne crois pas qu'il soit réaliste de dépenser tout cet argent pour retenir les services d'un avocat et le reste. Ce serait très onéreux si les avocats venaient de loin, et le reste, pour poursuivre cette affaire». Je voudrais pouvoir au moins indiquer, comme fondement de cette conclusion, ce que serait le sentiment de la Commission. Je n'entends pas qu'il soit le moindrement limitatif—je regrette d'avoir employé ce terme—mais j'aimerais savoir ce que serait la pensée générale de la Commission dans l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire illimité. Qui sait, dans deux ou trois ans, les membres de la Commission peuvent être remplacés, et les nouveaux membres réagiront peut-être d'une manière différente. Cependant, il est utile d'avoir au moins une idée approximative de la manière dont la Commission actuelle rend ses décisions. Nous savons tous que les personnes remplissant des fonctions juridiques se forment des opinions différentes de la même série de faits. Cela est vrai, je crois, tant à la Cour suprême qu'à la Cour d'appel. La présente Commission est judiciaire, comme l'a souligné M. Brewin. Certains de ces motifs raisonnables sur lesquels vous fondez vos décisions, certains de ces motifs d'indulgence et d'humanité ouvriraient les yeux aux personnes qui s'intéressent au travail de cette Commission. Je ne veux pas dire que ces décisions signalées limiteraient de quelque manière le pouvoir éventuel de la Commission. De fait, je ne vois pas comment elles le feraient, parce que, comme l'a dit M^{lle} Scott, la Commission sera formée de trois personnes.

• 1140

En fin de compte, je crois comprendre que la Commission comptera neuf membres, dont trois pourraient former un jury pour l'audition d'une cause. Je pense que, dans certains cas, un seul juge suffirait; je n'en suis pas sûr. Comme ces membres ne seront pas attachés au personnel, ils réagiront peut-être différemment à la même série de faits, encore plus à une série différente de faits; je ne vois donc pas comment ce genre de rapport pourrait être limitatif, mais il serait révélateur. C'est à cela que je voulais en venir, à savoir, si en faisant rapport de ces décisions juridiques, pour ainsi dire, vous pourriez égale-

ment interpréter de temps à autre même une décision rapportée fondée sur des motifs d'indulgence et d'humanité.

Le coprésident (M. Klein): Permettez-moi de vous signaler que le Comité pourrait, dans son rapport au Parlement, faire des recommandations, dont la vôtre.

M. Munro: Cela pourrait se faire; néanmoins, même si quelqu'un interprétait une décision fondée sur des motifs d'indulgence et d'humanité comme ayant un caractère limitatif, n'importe qui peut discuter une série différente de faits—et tous les faits sont différents—qui n'engage en aucune manière; je ne vois donc pas comment cela pourrait vraiment être appelé un moyen qui limiterait le pouvoir infini de cette Commission, mais je ne crois pas que ce serait utile.

Ceci dit, pour clarifier la question, il y a deux points, monsieur le président, sur lesquels je voudrais être éclairé et qui devraient m'être familiers, puisque j'ai déjà étudié la Loi. Si je comprends bien, on ne peut avoir recours aux pouvoirs discrétionnaires dans les cas de déportation. Est-ce juste?

Mlle Scott: C'est juste, une fois que la Commission a été saisie du cas.

M. Munro: Dès que l'enquête spéciale a commencé, qu'un ordre de déportation a été émis, ordre dont l'intéressé peut appeler, aucun pouvoir discrétionnaire ne peut plus être exercé.

Mlle Scott: Sur réception d'un ordre de déportation, l'appelant doit s'exécuter dans les vingt-quatre heures de la signification, à moins qu'un délai ne soit accordé pour certaines raisons; ce qui me fait dire que, dans la plupart des cas, il n'a pas le temps de le faire. En d'autres termes, la Commission d'appel se saisirait du cas.

M. Munro: Quand la Commission d'appel se saisit-elle d'un cas?

Mlle Scott: Dès que nous recevons l'avis d'appel.

M. Munro: Dès que vous recevez l'avis d'appel?

Mlle Scott: En fait, dès que l'avis est mis à la poste, car, selon nos Règles, la signification des avis est effectuée par lettre recommandée; la signification a donc lieu au moment de l'expédition du document.

M. Munro: Juste pour élucider la question, d'après ce que vous savez de la loi actuelle, existe-t-il des dispositions qui empêcheraient le Ministre d'user de pouvoirs discrétionnaires après l'enquête, quand on a émis un ordre de déportation, mais ceci avant l'appel?

Mlle Scott: Pas à ma connaissance. Rien n'interdit que l'on fasse des démarches auprès du Ministre.

M. Munro: Et rien n'interdit au Ministre d'user de ses pouvoirs discrétionnaires à ce moment-là?

Mlle Scott: D'après la loi, autant que je sache, non.

M. Munro: Vous dites, en fait, qu'après la tenue d'une enquête spéciale, qui entraîne ordinairement l'émission d'un ordre de déportation, le Ministre peut encore user de ses pouvoirs discrétionnaires; que, par contre, dès que la personne visée par un ordre de déportation interjette appel, le Ministre ne peut plus exercer ses pouvoirs discrétionnaires.

Mlle Scott: A mon sens, c'est exact.

M. Munro: Il n'existe, en fait, qu'un délai de vingt-quatre heures.

• 1145

Mlle Scott: Oui, il existe une disposition par laquelle le président peut accorder un sursis de cinq jours, et nous connaissons un cas où le délai s'est prolongé davantage. Mais j'ai adopté comme règle—je crois que nous sommes d'accord à ce sujet—de ne jamais permettre qu'un appel soit bloqué pour une question de procédure. Donc, dans des limites raisonnables, nous accepterions un avis d'appel tardif.

Le coprésident (M. Klein): Avant de passer à une autre question, si, pendant une enquête, l'individu fait l'objet d'un ordre de déportation, ne doit-il pas signifier son appel verbalement à l'enquêteur spécial?

Mlle Scott: Comme vous le lirez dans le dossier de l'enquête, l'enquêteur spécial explique toujours à la personne qu'elle a le droit d'interjeter appel; et elle lui présente même une formule d'avis d'appel, qui est une de nos formules officielles. Il aide la personne à remplir la formule ou très souvent la remplir pour elle; il la fait traduire, au besoin, et la lui présente pour qu'elle la signe. La formule nous est alors envoyée avec la transcription du procès-verbal de l'enquête.

Le coprésident (M. Klein): Est-ce la procédure habituelle?

Mlle Scott: Je dirais que, dans 90 p. 100 des cas, ou davantage, telle est la procédure suivie.

M. Munro: Si je comprends bien, pour une telle question de procédure, s'il fallait un peu plus de 24 heures pour décider de l'opportunité d'un appel, vous n'enlèveriez pas à l'intéressé la possibilité de le faire?

Mlle Scott: Non; nous n'empêcherions jamais personne, pour une simple question de procédure, d'interjeter appel, à moins que le délai ne se prolonge de façon ridicule. Le cas est prévu dans une des dispositions de notre Règlement, qui se lit comme suit:

L'avis d'appel doit être signifié dans les vingt-quatre heures de la signification de l'ordre de déportation ou, à la discrétion du président, dans un délai d'au plus cinq jours.

Comme je vous le dis, il s'est présenté un cas où l'avis d'appel a été signifié dans un délai d'environ 8 jours, mais comme le motif était raisonnable, nous l'avons accepté.

M. Munro: Existe-t-il des pouvoirs discrétionnaires, des décrets en conseil ou toute disposition auxquels on peut avoir recours dans des cas très particuliers, une fois que vous avez rendu une décision? En d'autres termes, présumons que l'appel est rejeté, après l'audition de l'appel. Existe-t-il même des raisons particulières qui autoriseraient l'appelant à soumettre son cas au Ministre ou à tenter, en quelque sorte, un arrêté en conseil émis en sa faveur? Je me souviens vaguement que lorsque cette Loi fut adoptée par le Parlement—et je répète que j'aimerais rafraîchir ma mémoire à ce sujet—il existait des cas particuliers où cela pouvait se faire, mais je n'en suis pas sûr.

Mlle Scott: Non; ceci ne pourrait se faire que si la personne avait quitté le pays et désirait y revenir. Il subsiste encore une disposition dans la loi sur l'immigration, selon laquelle le Ministre peut intervenir, mais il n'existe pas de pouvoirs discrétionnaires prévus dans la loi.

M. Munro: Oui, par l'entremise d'un permis du Ministre.

Mlle Scott: ...une fois que l'affaire est close.

M. Brewin: Puis-je demander si c'est aux termes de l'article 29 de la Loi sur l'immigration, qui autoriserait un enquêteur spécial à rouvrir, révoquer ou modifier une décision antérieurement rendue?

Mlle Scott: Que voulez-vous dire?

M. Brewin: Je veux dire par cela, mademoiselle Scott, que votre réponse s'inspire peut-être de l'article 29 de la Loi, qui permet à un enquêteur spécial de reprendre l'enquête depuis le début.

Mlle Scott: L'article 29 de notre Loi, monsieur Brewin? La Loi sur la Commission d'appel de l'immigration?

M. Brewin: Non, je parle de l'article 28 de votre Loi, qui est une refonte de l'article 29 de l'ancienne Loi sur l'immigration et autorise un enquêteur spécial à entendre d'autres

témoignages et à rouvrir le cas. On pourrait donc se prévaloir de cet article, même une fois que notre Commission a rejeté un appel?

Mlle Scott: Je ne vois pas comment.

M. Brewin: Aux fins d'entendre et de recevoir de nouveaux témoignages.

Mlle Scott: Un témoignage supplémentaire constituerait un nouveau témoignage, et je crois que la façon appropriée de recevoir un tel nouveau témoignage serait par le truchement de la Commission d'appel. En d'autres termes, il y aurait lieu de nous présenter une motion portant qu'au moment de l'audition de l'appel, il existait de nouveaux témoignages qui n'étaient pas disponibles. Ceci constituerait une motion en faveur d'une nouvelle enquête et nous l'examinerions sous cet angle.

M. Brewin: Vous devrez peut-être y avoir recours un jour!

M. Munro: Pour élucider ce dernier point, voulez-vous dire alors que si l'appelant quittait le pays avant l'audition de l'appel, en obtenant l'autorisation du ministre, il pourrait remplir une formule de consentement qui lui permettrait de revenir au pays?

• 1150

Mlle Scott: Ceci ne s'est présenté qu'une fois pour une personne qui vivait juste de l'autre côté de la frontière. Je ne puis dire si le document qui lui fut remis était de nature officielle; quoi qu'il en soit, on a pris les dispositions voulues pour permettre à cet homme de traverser la frontière et d'assister à l'audition de son appel, ce qu'il fit.

M. Munro: Supposons que, dans un cas comme celui-ci, l'appel ait été rejeté, que l'ordre de déportation ait été exécuté; l'intéressé pourrait alors présenter une demande pour revenir au pays, soit par les voies normales ou en obtenant un permis émanant du ministre.

Mlle Scott: Il ne saurait être question, à ce moment-là, d'un permis du ministre. Le seul recours réside dans le consentement du ministre, en vertu de l'article 38 de la Loi sur l'immigration.

M. Munro: Oui. C'est tout, merci, monsieur le président.

M. Haidasz: Comme il doit se retirer, M. Badanai aimerait vous poser une question.

M. Badanai: Monsieur le président, j'aimerais savoir depuis quand fonctionne cette Commission d'appel?

Mlle Scott: La Loi sur la Commission d'appel de l'immigration a été adoptée le 13 novembre, à cause du délai requis pour la signification des documents et la réponse à

l'avis de 10 jours concernant l'audition. Le premier avis d'appel a été reçu le 23 novembre, et le premier appel a été entendu le 11 décembre.

M. Badanai: Combien d'appels avez-vous entendus jusqu'à présent?

Mlle Scott: Monsieur Sloan, peut-être pourriez-vous nous aider à répondre à cette question.

M. D. M. Sloan (registraire, Commission d'appel de l'immigration): A ce jour, nous avons entendu 88 appels.

M. Badanai: Combien de ces 88 appels ont-ils été rejetés?

M. Sloan: 45 appels ont abouti à un ordre de déportation.

M. Badanai: Je voudrais poser la question suivante à M^{lle} Scott. En cas de doute raisonnable, en faveur de qui la décision est-elle rendue? En faveur de l'appelant ou du Ministère qui a ordonné la déportation? Je parle d'un cas de doute raisonnable.

Mlle Scott: En posant la question, vous songez aux pouvoirs discrétionnaires de la Commission, et non aux aspects juridiques de la situation.

M. Badanai: Comment réglez-vous un tel cas?

Mlle Scott: Tout d'abord, s'il s'agit d'un appel contre un ordre de déportation, nous devons le traiter relativement aux questions de droit; c'est ainsi que le stipule la Loi. C'est donc sur la légalité de l'ordre que nous nous appuyons pour étudier et entendre le témoignage, et c'est parfois une question de droit très difficile à trancher.

M. Badanai: C'est ici que le résultat devient flou; c'est précisément sur ce point que je voudrais être éclairé.

Mlle Scott: Voyez-vous, sous l'ancien régime et l'ancienne Loi sur l'immigration, il était très difficile d'aller en cour. De plus, les cours rejetaient souvent les demandes émises par un tribunal supérieur ou en vertu d'un habeas corpus, car cette Loi a un caractère bien spécial. Il existe très peu de recueils de jurisprudence qui traitent de la Loi sur l'immigration, si nous considérons qu'elle n'a subi aucune modification importante depuis 1906. Nous sommes donc en mesure d'innover en fait de loi (jurisprudence), en créant des précédents dans n'importe quel cas; jusqu'à présent, nous nous sommes donné beaucoup de mal pour les appels qui présentaient nettement des difficultés d'ordre juridique, et nous les avons réglés en nous fondant soit sur une loi existante d'inspiration analogue, s'il en

existait une, sur l'étude du texte de la Loi sur l'immigration, ou sur notre propre Loi, et nous rendions ensuite une décision juridique. Une fois que nous avons tranché la question, si nous permettons que l'appel soit interjeté sur une question de droit, c'est la fin de celui-ci. Si nous rejetons l'appel sur une question de droit, nous le reportons alors à nos pouvoirs discrétionnaires, aux termes de l'article 15, et ceci comporte une étude des faits tels qu'ils nous sont présentés. Dans l'exercice de nos pouvoirs discrétionnaires, je dirais que s'il existe un doute raisonnable en faveur de l'appelant, le cas est réglé en faveur de l'appelant.

M. Badanai: En faveur de l'appelant, et non du Ministère?

Mlle Scott: Le Ministère n'est qu'une des parties, tout comme l'appelant.

Le coprésident (M. Klein): Je veux vous poser une autre question, si vous le voulez bien.

Dans 44 ou 45 cas avez-vous poursuivi l'appel?

Mlle Scott: Oui.

Le coprésident (M. Klein): Vous avez admis l'appel?

Mlle Scott: Je ne puis pas dire cela.

Le coprésident (M. Klein): Approximativement?

Mlle Scott: Non, je dirais que, dans la plupart des cas, nous avons probablement rejeté l'appel, soit en l'annulant ou en accordant un sursis.

Le coprésident (M. Klein): Si j'ai bien compris, vous dites que sur 88 appels 50 environ ont été rejetés.

Mlle Scott: C'est-à-dire qu'on a ordonné que les intéressés soient déportés le plus tôt possible. Mais, dans les autres cas, je dirais, de mémoire, que nous avons probablement rejeté l'appel sur une question de droit, mais nous avons utilisé nos pouvoirs discrétionnaires pour accorder un sursis ou annuler l'ordre de déportation.

Le coprésident (M. Klein): Je veux vous demander ceci: A quel moment, selon vous, pourrions-nous donner suffisamment de directives au fonctionnaire spécial pour éviter de traiter tant d'appels? En d'autres termes, diriez-vous que si l'enquêteur spécial avait été un peu plus perspicace dans l'admission de certains de ces appels ou s'il avait reçu les directives que vous lui donnez présentement, il aurait été en mesure de s'occuper du cas sans avoir à...

• 1155

Mlle Scott: En vertu de la loi actuelle, M. Klein, très peu de latitude est accordée à l'enquêteur spécial.

Le coprésident (M. Klein): Une de vos déclarations pourrait donner lieu à beaucoup d'appels. Si donc elle figure dans la presse, vous aurez plus d'appels que vous ne pourrez en traiter. Auriez-vous des suggestions pour rédiger la Loi de façon à permettre à l'enquêteur spécial de traiter les cas de façon plus efficace, afin d'éviter que n'augmentent les cas d'appels, dont le nombre selon nous, ira en grandissant?

Mlle Scott: Vous conviendrez avec moi que, lorsqu'il s'agit d'user de pouvoirs discrétionnaires, l'expérience a prouvé, dans le passé, qu'il est plus sage d'avoir le concours de plusieurs personnes. C'est une des raisons pour lesquelles, dans tous les cas, nous retenons trois membres, un quorum, pour discuter, échanger des vues et apprécier les gens, spécialement au moment où nous les recevons. Autant que possible, nous tenons, à voir les personnes. Vous conviendrez qu'il y aurait beaucoup d'inconvénients à accorder des pouvoirs discrétionnaires à un enquêteur spécial.

Le coprésident (M. Klein): Non, je ne parle pas de pouvoirs discrétionnaires. Y a-t-il des cas de maintien d'appel où l'enquêteur spécial aurait facilement pu admettre l'intéressé, sans qu'il dût interjeter appel?

Mlle Scott: Des cas juridiques? A l'occasion, oui. Quant aux cas discrétionnaires...

Le coprésident (M. Klein): Non, pas les pouvoirs discrétionnaires; je crois savoir que l'enquêteur n'en a pas.

Mlle Scott: Il n'a pas de pouvoirs discrétionnaires.

Le coprésident (M. Klein): Je parle de raisons purement juridiques. Y a-t-il eu des cas où l'enquêteur spécial aurait pu admettre le candidat afin de lui éviter un appel?

Mlle Scott: Très rarement, lorsqu'il y avait un problème juridique, je dirais.

Le coprésident (M. Klein): Cela ne fait pas un grand nombre de cas.

Mlle Scott: Non.

Le coprésident (M. Klein): Diriez-vous que, par suite de votre jugement, on est peut-être mieux équipé maintenant, ou faut-il que la Loi soit...

Mlle Scott: Je suis sûre que quelques-uns de nos jugements y contribueront.

Le coprésident (M. Klein): Et, selon vous, la Loi doit être encore modifiée?

Mlle Scott: Oui. Peut-être pas à cet égard, mais dans d'autres sens.

M. Munro: Ma question supplémentaire touche de très près la question à l'étude, monsieur le président. Dans les cas de maintien d'appel dont on vient de parler, la demande a été agréée ou rejetée dans environ 50 p. 100 des cas. Est-ce exact?

Mlle Scott: Dans 50 p. 100 des cas, nous avons maintenu ou renversé l'ordre. Dans certains cas, nous avons accordé l'appel, mais la personne en cause est en fin de compte restée au Canada.

M. Munro: Et dans presque tous les cas vous avez exercé vos pouvoirs discrétionnaires.

Mlle Scott: Avons-nous des données à ce sujet, monsieur Sloan?

M. Sloan: Je crois que les chiffres cités peuvent être quelque peu trompeurs, car, dans l'ensemble des 88 cas, certaines décisions n'ont pas encore été prises. Ce qui fait que, dans 45 cas, la déportation a été décrétée; dans 20 cas, l'ordre de déportation a été maintenu; dans un cas, on a ordonné l'admission; et, dans un autre cas, l'ordre de déportation a été renversé. Il reste donc 21 cas, au sujet desquels une décision sera prise sous peu.

• 1200

M. Munro: Nous parlons surtout de ces 20 cas où la décision rendue était autre que la déportation. Serait-il juste de dire que l'ordre de déportation a été maintenu, dans presque tous ces cas, parce que la Commission a exercé ses pouvoirs discrétionnaires?

Mlle Scott: Cela serait le cas pour tous. Nous ne pouvons exercer nos pouvoirs discrétionnaires qu'après le rejet de l'appel. C'est ainsi que le veut la Loi. Si nous agréons l'appel, nous le faisons en vertu de la Loi. Vous voyez, c'est une situation particulièrement partagée. Nous n'avons pas de pouvoirs discrétionnaires, à moins que l'ordre de déportation ne soit valide légalement, et nous devons rejeter l'appel avant d'user de nos pouvoirs discrétionnaires.

M. Haidasz: Monsieur le président, puis-je pousser cette question un peu plus loin? Ma première question, je crois, suit de très près celle de M. Munro et porte sur la décision de la Commission d'appel. La décision est-elle prise uniquement par les trois membres de la Commission qui ont entendu la cause, ou si les quatre autres membres sont consultés?

Mlle Scott: La décision réelle est prise par les trois membres qui entendent la cause. Au moment où nous édifions notre préséance juridique, nous discutons souvent, dans les cas importants, du principe de droit en cause et, naturellement, nous discutons à l'occasion de nos cas, lors de conversations, et le reste; mais la décision définitive est prise par les personnes qui ont entendu l'appel. Ces quorums sont changés. Nous remplissons les fonctions à tour de rôle. Il faut toujours la présence du président ou d'un vice-président, mais les membres changent, de sorte que l'un ou l'autre d'entre nous siègera parfois comme membre.

M. Haidasz: Ma seconde question, monsieur le président, découle de l'expérience que j'ai acquise depuis l'entrée en vigueur de cette loi sur la Commission d'appel. Compte tenu des instances ou des problèmes qui m'ont été présentés, je crois qu'il faudrait modifier l'article 15 de la Loi, de manière à y inclure une troisième raison qui permettrait à la Commission d'entendre aussi les cas de sujets méritants. Par exemple, il pourrait n'y avoir aucune raison politique ou autre raison inhabituelle; il pourrait n'y avoir aucune raison humanitaire ou charitable; mais il pourrait y avoir le mérite personnel. La personne en cause pourrait être un homme de science; elle pourrait avoir accompli de grandes choses dans sa vie et sauvé des millions de personnes; il pourrait s'agir d'un spécialiste de l'espace ou des recherches médicales. Des cas de mérite personnel. La Commission pense-t-elle que la Loi, dans sa teneur actuelle, pourrait utiliser une modification de ce genre? J'ai l'intention de soumettre une telle modification à la Commission.

Mlle Scott: Vous conviendrez que cela ne serait pas facile à établir. La Commission, tout en n'étant pas rigide, aime à obtenir les meilleures preuves possibles, chose parfois difficile, vu la teneur actuelle de la Loi, surtout en l'absence d'avocat. Il est parfois difficile d'obtenir de l'appelant des preuves acceptables, car vous ne sauriez obliger un non-initié—souvent un pauvre étranger de passage au pays—à produire des preuves, en conformité des meilleures règles de procédure. Par contre, il nous faut, pour poursuivre la cause, quelque chose de plus important qu'une lettre rédigée par n'importe qui. Sou-

vent, nous ne connaissons même pas les signataires. Nous avons rédigé un projet de formule de déclaration en blanc, que nous distribuerons aux enquêteurs spéciaux. Ceux-ci les remettront aux personnes en cause, pour leur permettre de jurer de l'authenticité des déclarations écrites qu'elles présenteront.

• 1205

M. Haidasz: En d'autres mots, vous croyez que l'énoncé de l'article 15 de la Loi suffit pour ce qui est de l'intérêt public et national? Je crois toujours qu'il pourrait y avoir des cas où, non pas pour des motifs charitables, humanitaires ou politiques en raison de persécution ou autres épreuves, mais à cause de mérites personnels ou dans l'intérêt national—un homme de science extraordinaire par exemple—une personne devrait être admise au Canada.

Mlle Scott: Ne pensez-vous pas plutôt aux admissions qu'aux déportations? La Commission n'a aucun pouvoir sur les admissions.

Dr Haidasz: Je parle d'un homme qui serait entré au Canada comme visiteur, un savant ou un personnage de ce genre, à qui l'on aurait dit...

M. Enns: Il lui faut établir ses mérites.

Dr Haidasz: Il est entré seulement à titre de visiteur, mais on lui dit: «Vous ne pouvez rester. Vous n'êtes qu'un visiteur. Vous devez partir. Vous n'avez pas été examiné. Vous n'avez pas de passeport ou de visa valide d'entrée au Canada. Allez-vous-en et présentez une nouvelle demande».

Le coprésident (M. Klein): Docteur Haidasz, si je comprends bien, ce n'est pas là une question dont la Commission devrait s'occuper. Il faudrait insérer dans la Loi une disposition en ce sens, qui permettrait à l'enquêteur spécial d'autoriser l'admission. Je ne vois pas comment cela concerne la Commission d'appel de l'immigration.

Mlle Scott: Cela concerne indirectement la Commission si la personne en cause est déportée. Mais à ce moment, docteur Haidasz, elle peut demander au Canada le statut d'immigrant reçu. Cela est prévu par le nouveau Règlement édicté d'après la Loi sur l'immigration.

M. Brewin: Puis-je poser une autre question?

Dr Haidasz: Mais on peut refuser l'admission à l'intéressé parce qu'il s'est enfui d'un pays communiste et qu'il pourrait être prouvé qu'il appartenait à un comité du parti communiste ou à quelque autre organisme du genre. L'enquêteur spécial lui dirait donc immédiatement: «Vous êtes expulsé.»

Le coprésident (M. Klein): L'affaire vient alors devant la Commission d'appel.

Mlle Scott: Nous nous occuperions alors de l'affaire.

Dr Haidasz: Mais il n'y aurait pas de raisons politiques, humanitaires ou inhabituelles. Il peut y avoir des cas de mérites personnels.

Mlle Scott: N'est-ce pas humanitaire? Est-ce que cela ne pourrait être considéré comme raison humanitaire? C'est un terme assez vague.

Dr Haidasz: Supposons que ce soit un homme de science, comme le docteur Selye. Pensez-vous pouvoir rendre cette affaire publique grâce à vos pouvoirs discrétionnaires?

Mlle Scott: Nous avons tous convenu que c'est une discrétion assez vaste, je pense. Une évaluation des mérites de la personne en cause ferait partie du témoignage qui nous serait présenté, comme cela se produit souvent.

Dr Haidasz: Ma prochaine question, monsieur le président, si je puis la poser, concerne...

Le coprésident (M. Klein): Je regrette, monsieur Brewin a une autre question.

M. Brewin: Elle a trait au sujet dont on est en train de parler. Abordez-vous un nouveau sujet?

Le coprésident (M. Klein): Abordez-vous un nouveau sujet?

Dr Haidasz: Oui.

M. Brewin: A propos de ce qu'a suggéré le docteur Haidasz, le règlement actuel, et non la Loi, donne à l'agent d'immigration ou au préposé aux visas le pouvoir d'admettre même les personnes qui ne satisfont pas aux exigences—elles n'ont pas la cote de 50 p. 100 ou de 30 p. 100; elles n'ont pas assez de points. Les agents peuvent passer outre à ces exigences et laisser entrer les gens s'ils pensent qu'ils pourront s'établir avec succès au Canada. Mais j'estime que c'est s'en remettre à l'opinion de l'enquêteur spécial, de l'agent d'immigration ou du préposé aux visas; la Commission d'appel de l'immigration n'a pas le pouvoir de dire, en vertu de cet article: «Nous ne croyons pas que vous avez exercé vos pouvoirs avec discernement.» Ne serait-ce pas une bonne chose que la Commission d'appel de l'immigration puisse examiner ce pouvoir? Je dis à M^{lle} Scott que c'est un pouvoir circonscrit dans des limites précises et j'estime, comme le Dr Haidasz semble-t-il, qu'il

peut y avoir des cas exceptionnels, où il faudrait laisser tomber cette question complexe des 10 points pour ceci, 15 points pour cela. La Commission d'appel de l'immigration devrait avoir son mot à dire à ce sujet.

• 1210

Mlle Scott: Si la personne en cause n'a pas satisfait aux exigences et qu'elle a été déportée pour diverses raisons, l'affaire serait portée devant une Commission d'appel de l'immigration. Si nous pouvions l'entendre en vertu d'un des paragraphes pertinents de l'article 15, nous pourrions exercer nos pouvoirs discrétionnaires. Je crois que la Loi sur l'immigration elle-même ne définit guère les principes d'admission et les principes d'expulsion. L'admission et l'exclusion sont une chose; l'expulsion en est une autre, mais à l'heure actuelle, la Loi est assez embrouillée.

Le coprésident (M. Klein): Pouvons-nous la clarifier?

Mlle Scott: Je crois que nous pourrions le faire en refondant deux parties de la Loi. La Loi américaine est davantage axée vers ce genre de choses.

Dr Haidasz: Monsieur le président, j'ai essayé d'obtenir copie d'une demande d'admission présentée par un candidat à l'immigration à qui l'on a déclaré qu'il avait obtenu 64 points mais qu'il avait transgressé un certain règlement et qu'il devait être expulsé. Je n'ai pu obtenir copie de sa demande ou de sa cote numérique. On a dit: «Eh bien, cet homme ne peut réellement être considéré comme candidat à l'immigration, car il a violé un règlement pendant son séjour à titre de visiteur». Avez-vous accès aux formules de demande ou aux feuilles de pointage?

Mlle Scott: Je crois que cela serait tout à fait inopportun, monsieur Haidasz, vu la teneur actuelle de la Loi, car nos pouvoirs ne concernent pas l'admissibilité. D'après la teneur du Règlement, nous ne pouvons substituer notre opinion à celle de l'examineur. Nous pouvons parfois apporter une certaine aide en vertu de l'article 15, si l'appelant fait partie des catégories comprises dans l'un de ces articles.

Le coprésident (M. Klein): Mais, mademoiselle Scott, lorsque vous maintenez un appel contre un ordre de déportation, cela n'équivaut-il pas à l'admission?

Mlle Scott: En effet, le résultat définitif peut être le même, mais la façon d'y arriver est différente.

Le coprésident (M. Klein): Oui.

M. Munro: Puis-je poser une autre question, avec la permission du D^r Haidasz?

Dr Haidasz: Sûrement.

M. Munro: Supposons qu'une personne en visite au Canada décide d'y rester—je crois que c'est un des cas dont le D^r Haidasz s'est occupé—et que les agents d'immigration l'ont examiné et coté, mais qu'il n'a pas le nombre de points requis. Il dépasse donc la période de séjour autorisé, une enquête de l'immigration a lieu, à la suite de laquelle on émet un ordre de déportation, et il en appelle de la décision. Si je comprends bien, mademoiselle Scott, la personne peut alors se présenter devant votre Commission et s'il existe des raisons humanitaires que vous jugez valables, vous pouvez surseoir l'ordre de déportation. Est-ce exact?

Mlle Scott: C'est exact.

M. Munro: Sans tenir compte du système de points. Cela ne vous serait même pas présenté, n'est-ce pas? Vous n'en seriez même pas informé.

Mlle Scott: Dans certains cas, nous le serions; dans d'autres, non. Cela dépendrait du genre d'ordre qui a été émis.

M. Munro: Dans ce cas particulier, pour des motifs valables d'indulgence ou des motifs humanitaires, pourriez-vous encore surseoir à l'ordonnance si l'immigrant éventuel est expulsé parce qu'il a exercé un emploi ici pendant son séjour à titre de visiteur, contrairement au règlement?

Mlle Scott: Oui.

Le coprésident (M. Klein): Pouvez-vous établir une nouvelle cote à son sujet?

Mlle Scott: Non, nous avons pris la position contraire, car le Règlement stipule: «de l'avis de l'agent appréciateur»; nous n'avons pas la compétence voulue pour substituer notre opinion à la sienne. De fait, nous n'avons aucune compétence en matière d'admission.

Dr Haidasz: Aimeriez-vous que ce pouvoir d'appréciation de...

Mlle Scott: Nous aurions besoin de beaucoup plus de neuf membres, je puis vous en donner l'assurance.

Dr Haidasz: Ma deuxième question, monsieur le président...

Le coprésident (M. Klein): J'aimerais obtenir des éclaircissements. Je crois que les membres du Comité aimeraient également être renseignés. Je ne comprends pas cela. Si

un requérant ne répond pas aux normes d'admission d'après le système de cote—disons qu'il obtient 44 points et que sa demande est refusée—n'ordonne-t-on pas son expulsion?

• 1215

Mlle Scott: Oui, s'il ne quitte pas le pays de lui-même.

Le coprésident (M. Klein): Ces cas ne vous sont-ils pas présentés?

Mlle Scott: Oui.

Le coprésident (M. Klein): Dans un cas de ce genre, dites-vous, il ne s'agit que d'un règlement laissé à votre discrétion, car vous ne pouvez faire procéder à une nouvelle appréciation des points.

Mlle Scott: C'est bien la position que nous avons prise jusqu'à ce jour.

Le coprésident (M. Klein): Alors ce serait toujours une question qui dépendrait de l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire.

Mlle Scott: Ce serait une question à laisser à la discrétion des autorités en vertu de l'article 15.

M. Brewin: Puis-je poser une autre question, monsieur le président? La Commission peut fort bien examiner le mode d'appréciation et dire que l'enquêteur spécial ou l'agent d'immigration qui a fait l'appréciation, s'est appuyé sur un faux principe; il n'a pas vraiment fait enquête sur la question qu'on lui avait demandé d'étudier. Par exemple, supposons qu'il ait dit: «Je ne vous donne aucun point pour la personnalité, simplement parce que je n'aime pas les gens à cheveux gris», ou quelque chose de ce genre. Évidemment, la Commission peut entrer en scène et dire: «Eh bien, il n'a pas fait une véritable appréciation».

Dr Haidasz: La Commission ne dispose pas de tels renseignements.

Mlle Scott: Je crois que, dans ce cas, il incomberait au requérant de donner une preuve d'un genre ou d'un autre.

Une voix: Oui, mais le requérant ne le sait pas.

Mlle Scott: Il était là lors de l'enquête.

M. Roxburgh: Mais on ne lui remet pas le texte de l'appréciation.

M. Enns: Le requérant ne sait pas, comme le déclare M. Haidasz, sur quels sujets on lui a donné des points bas ou élevés.

M. Brewin: M. Kent nous a dit l'autre jour que vous pouviez obtenir la répartition.

M. Haidasz: Je le peux?

M. Brewin: Il dit que vous le pouvez; M. Kent dit que vous le pouvez.

Le coprésident (M. Klein): M. Kent était présent là l'autre jour et il a dit que ce système des points peut être mis à la disposition du requérant.

Mlle Scott: M. Campbell me rappelle que dans un cas qui, je crois, lui avait été soumis, cette offre avait été faite au requérant; il l'avait...

Le coprésident (M. Klein): Oui, mais...

Mlle Scott: ...avant l'enquête.

Le coprésident (M. Klein): Si un enquêteur accorde deux points pour la personnalité, et que cette personne se présente devant vous et que vous êtes convaincu qu'elle aurait dû recevoir 15 points pour la personnalité, vous ne pouvez rien faire à ce sujet?

Mlle Scott: Non; au contraire nous le pouvons. Comme M. Brewin le fait remarquer, si le témoignage montrait que l'agent appréciateur n'avait pas agi comme il le devait selon sa compétence, alors je crois que la Commission pourrait tenir compte de ce fait. Mais nous ne pouvons pas substituer notre opinion à celle de l'appréciateur. Si nous aimons la personnalité de l'homme et si l'appréciateur n'en fait pas autant, la Commission ne peut rien faire dans cette éventualité.

M. Dinsdale: Monsieur le président, puis-je poser une question supplémentaire pour éclaircir ce point? La Commission a-t-elle recours au barème d'attribution des points?

Mlle Scott: Vous y avez eu recours dans ce cas particulier.

M. Dinsdale: Est-ce qu'on peut obtenir ce système d'appréciation?

M. Campbell: Il fait partie de la documentation relative à l'enquête.

M. Roxburgh: Cela est-il survenu dans un cas seulement?

M. Campbell: Oui, pour autant que la chose me concerne.

M. Roxburgh: Est-ce bien cela, M. Haidasz?

M. Haidasz: Eh bien, il me faudra encore vérifier cela. Monsieur le président, puis-je continuer à poser mes questions?

Le coprésident (M. Klein): Oui, mais nous en sommes à un point très important, je crois que vous le reconnaîtrez, parce que si la Commission n'a pas le pouvoir voulu pour faire une nouvelle appréciation du système par points...

Mlle Scott: La Commission n'a aucune compétence, en matière d'admissibilité.

Le coprésident (M. Klein): Non, mais vous avez le pouvoir de décider dans les cas d'expulsion. Donc, le résultat est le même.

Mlle Scott: Indirectement, nous pouvons, de fait, admettre quelqu'un, ou lui permettre d'entrer au pays.

Le coprésident (M. Klein): L'intention, comme je l'entends, était que la Commission d'appel de l'immigration aurait le droit d'entendre tout appel présenté à l'encontre d'une décision d'expulsion, qui comprendrait une nouvelle appréciation du système d'attribution des points.

Une voix: Cela est juste.

Le coprésident (M. Klein): J'ai toujours été de cet avis.

M. Skoreyko: Puis-je poser une autre question?

Le coprésident (M. Klein): Oui.

M. Skoreyko: Par exemple, comment envisageriez-vous le cas d'un étudiant qui est admis au Canada pour un stage de deux ans et qui, en vertu du règlement actuel, n'a pas l'autorisation de travailler? Dès qu'il accepte un emploi, qu'il s'agisse d'un emploi à temps partiel, ou d'un emploi permanent, l'enquêteur, ou le Ministère, l'avertit immédiatement qu'il a enfreint une loi et qu'il peut faire l'objet d'une ordonnance d'expulsion.

Je ne sais quelles sont véritablement les responsabilités des enquêteurs, mais je crois que ce sont de petits vauriens à l'emploi de votre Ministère, si vous voulez...

Mlle Scott: Pas de notre service.

M. Skoreyko: Pas directement. Alors, responsabilité, pour autant que cela me concerne. Mais quelle est votre attitude? Vous avez dit que la question de l'admissibilité ne concernait pas votre service. Est-ce exact? Est-ce bien ce que vous avez dit?

Mlle Scott: Pas directement.

M. Skoreyko: Pas directement. Alors, qu'est-ce que vous feriez dans un tel cas? Il ne serait d'aucune utilité de vous présenter un cas en appel alors, n'est-ce pas? Parce que l'homme a enfreint la loi...

• 1220

Mlle Scott: Oh oui, il y en aurait.

Vous voyez, nous sommes face à face maintenant devant ce sujet portant à confusion dans la Loi entre l'admissibilité et l'expulsion. Le cas nous est présenté, parce que l'homme a été expulsé pour avoir enfreint les dispositions d'un certain paragraphe de la Loi sur

l'immigration. En premier lieu, nous examinerions le cas en regard de la loi, et puis nous nous tournerions vers les pouvoirs discrétionnaires que nous détenons en vertu de l'article 15. S'il a existé des motifs de commisération ou d'ordre humanitaire, ou autres, aux termes du paragraphe approprié de l'article 15, la Commission aurait le pouvoir de surseoir à l'ordonnance, ou même de l'annuler, dans un cas approprié. En d'autres termes, à cette étape nous sortons de la Loi sur l'immigration.

M. Skoreyko: Je comprends.

Le coprésident (M. Klein): Mademoiselle Scott, puis-je vous poser seulement une autre question? Supposons qu'une personne n'a enfreint aucune loi, mais qu'elle ait obtenu seulement 44 points et qu'elle ait fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion.

Mlle Scott: Oui.

Le coprésident (M. Klein): Cette personne n'a enfreint aucune loi.

Mlle Scott: C'est exact.

Le coprésident (M. Klein): Elle ne se présente donc pas devant vous pour vous demander d'exercer vos pouvoirs discrétionnaires. Elle déclare: «J'ai obtenu 44 points. Cela est ridicule. J'aurais dû obtenir 60 points». Pouvez-vous régler ce cas d'appel?

Mlle Scott: Selon le texte de la loi, nous ne pouvons examiner, ni examiner de nouveau, aucune appréciation.

Le coprésident (M. Klein): Lorsque cette personne se présente devant vous dans un cas d'appel de ce genre, ne se présente-t-elle pas devant vous pour des motifs reliés à des sentiments de commisération. Cette personne dit: «J'ai obtenu 44 points.». Lui diriez-vous: «Nous avons rejeté votre appel, parce que vous n'avez enfreint aucune loi. Retournez-vous-en et allez enfreindre une loi et puis revenez devant nous et nous exercerons nos pouvoirs discrétionnaires?» Il me semble que ce soit un cas de cette nature.

Mlle Scott: En effet, cela pourrait être la réponse, s'il n'existait pas de motifs sur lesquels exercer des pouvoirs discrétionnaires, à moins que le fonctionnaire chargé de l'appréciation n'ait exercé son droit d'exprimer son opinion comme un tribunal dans le cas d'une demande *a certiorari*, et nous pourrions déclarer qu'il s'est prononcé dans un domaine hors de sa compétence.

M. Munro: Une minute, je vous prie. Cet homme n'aurait-il pas enfreint une loi parce qu'il n'a pas obtenu assez de points, parce qu'il aurait dû quitter le pays à l'expiration du délai accordé à titre de visiteur, et parce qu'il n'a pas présenté son cas en appel avant le moment où il était censé partir.

Mlle Scott: Il pourrait être expulsé et il pourrait en appeler de l'ordonnance d'expulsion.

Dr Haidasz: Monsieur le président, combien la Commission d'appel a-t-elle entendu de cas où une personne se considérait comme réfugiée et demandait l'asile politique au Canada? En outre, quelle est votre définition du mot «réfugié»?

Mlle Scott: Le mot «réfugié» n'est pas mentionné dans la Loi. S'il ne s'agissait pas de résidents permanents, ces personnes seraient dans l'obligation de se placer de façon à relever de l'article 15 b) (1). En d'autres termes, elles auraient à prouver, et ce sont les termes de l'article, qu'il existe des motifs raisonnables, que si l'ordonnance est mise à exécution, l'intéressé sera puni pour ses activités de caractère politique, ou qu'il subira des épreuves hors de l'ordinaire. Ces personnes auraient à apporter des preuves à ce propos, devant la Commission.

Dr Haidasz: Et vous auriez à exercer vos pouvoirs discrétionnaires quant à ce que seraient ces épreuves hors de l'ordinaire dans ce cas particulier.

Mlle Scott: Oui.

Dr Haidasz: Ce pourrait être des difficultés d'ordre économique ou domestique, des cas de persécution religieuse et le reste.

Mlle Scott: Si les preuves étaient de nature à convaincre la Commission que cette personne aurait à supporter des épreuves hors de l'ordinaire.

Dr Haidasz: Est-ce que l'arriéré des demandes en appel sont suffisamment nombreuses pour nécessiter l'élargissement des cadres de vos services, de façon à inclure neuf juges comme l'autorise la Loi, ou plus de neuf, en apportant une modification à la Loi, et est-ce que cela comprendrait également l'audition des cas à Toronto et à Montréal, d'où proviennent, je crois, la plupart des demandes en appel?

Mlle Scott: Monsieur Sloan, vous pourriez peut-être donner des renseignements sur ce sujet.

M. Sloan: Il existe actuellement un arriéré de 98 cas à entendre. Comme question d'intérêt, je pourrais mentionner que jusqu'à la fin de janvier nous avons reçu des cas au taux de dix par semaine; en février ce taux s'est accru jusqu'à 17 par semaine, si bien que le nombre des cas que reçoit la Commission s'accroît régulièrement.

• 1225

Mlle Scott: Notre activité est actuellement très restreinte du fait que nous ne comptons que sept membres. Nous avons définitivement

besoin de neuf membres. Nous sommes un peu désavantagés dans le moment par suite de l'exiguïté et de l'encombrement de nos locaux. Je crois que nous pourrions régler très rapidement tous ces cas en retard, dès que nous aurons emménagé dans de nouveaux locaux la semaine prochaine, là où il y aura deux salles d'audience et où deux groupes pourront siéger simultanément.

Dr Haidasz: Est-ce que vous avez obtenu les services d'un nombre suffisant d'interprètes pour les cas qui vous ont été présentés jusqu'ici?

Mlle Scott: Oui, toujours.

Dr Haidasz: Pas de plaintes à porter?

Mlle Scott: Nous avons été très chanceux, et je ne pense pas que nous ayons eu des difficultés. Le seul problème est que parfois les gens nous disent qu'ils ne se présenteront pas, et le jour en question ils nous arrivent; alors rapidement il nous faut faire venir un interprète. Mais nous avons eu beaucoup de chance.

Dr Haidasz: Et vous vous rendez responsables des dépenses de l'interprète?

Mlle Scott: Oui, nous payons les interprètes.

Dr Haidasz: Comment vous occupez-vous des cas dans lesquels pour une raison, ou pour une autre, l'enquêteur, ou quelqu'autre représentant du Ministère, juge qu'une personne représente un risque du point de vue de la sécurité, parce qu'elle vient d'un pays derrière le Rideau de fer? Acceptez-vous comme question de routine tous les cas qui vous sont transmis par le représentant du Ministre, ou avez-vous d'autres moyens d'apprécier s'il s'agit, ou non, d'un risque quant à la sécurité?

Mlle Scott: Si le Ministre présente une attestation en vertu de l'article 21 de la Loi, nous ne pouvons pas aller plus outre dans l'exercice de nos pouvoirs discrétionnaires en vertu de l'article 15, mais quand même nous examinons l'ordonnance elle-même, parce qu'il s'agit d'une ordonnance légale.

Dr Haidasz: Soumettez-vous vos difficultés à la Commission royale qui fait actuellement l'étude des cas examinés du point de vue de la sécurité, ou bien les membres de cette commission vous ont-ils consulté en cette matière particulière de la sécurité relative aux immigrants éventuels?

Mlle Scott: Ils ne m'ont pas consultée personnellement. Monsieur Campbell, vous êtes adressé à quelqu'un au sujet de la sécurité?

M. Campbell: Oui, j'ai eu un cas un après-midi présenté par un membre de la Commission royale d'enquête sur la sécurité qui

est venu me demander quand pourrait être entendu un certain cas, car il voulait que lui-même, ou quelqu'un de son bureau, soit présent à l'audition. Je lui ai dit quand l'audition devait avoir lieu. Je ne sais pas s'il s'est présenté à cette audition.

Dr Haidasz: Je vous remercie Mademoiselle Scott. Je crois que vous nous avez donné des renseignements précieux. Il semble que nous aurons à apporter quelques modifications à la Loi sur l'immigration et peut-être même à la Loi sur la Commission d'appel de l'Immigration.

Le coprésident (M. Klein): Monsieur Dinsdale, puis M. Skoreyko.

M. Dinsdale: J'ai une question supplémentaire à poser au docteur Haidasz. Dans les cas où il y a inadmissibilité ou ordonnance d'expulsion pour des raisons de sécurité ou de santé, ou à cause d'un dossier criminel, et ainsi de suite, raisons qui dans le passé ont justifié l'exclusion d'aspirants immigrants ou d'immigrants entrés illégalement, la Commission d'appel peut-elle obtenir la raison de l'exclusion ou le principe dont on s'inspire dans les cas de ce genre?

Mlle Scott: Si l'ordonnance d'expulsion se fonde sur l'un ou l'autre de ces motifs, ce fait comme tout autre fait, doit être établi.

Le coprésident (M. Klein): Mais vous avez droit de regard?

Mlle Scott: Il nous faut d'abord nous prononcer sur la légalité de l'ordonnance.

Le coprésident (M. Klein): Supposons que l'ordonnance est légale. Disons qu'il s'agit d'un homme trouvé coupable d'un délit.

Mlle Scott: Oui.

Le coprésident (M. Klein): Dans un cas semblable vous pourriez exercer votre discrétion et l'autoriser à demeurer, même si...

Mlle Scott: Nous pourrions quand même exercer notre discrétion à moins que le certificat soit signé par le ministre et le solliciteur général.

M. Dinsdale: Pouvez-vous connaître les motifs sur lesquels le certificat est fondé?

Mlle Scott: Non.

M. Dinsdale: Ces motifs demeurent confidentiels?

Mlle Scott: Strictement.

• 1230

M. Dinsdale: Si, par exemple, on découvrirait qu'un immigrant ou une personne demandant le statut d'immigrant reçu au Canada, à la suite d'une période à titre de visi-

teur, a été mentalement déficient dans son pays, la Commission pourrait-elle en prendre acte et, grâce à ses pouvoirs discrétionnaires, donner suite à la demande pour des motifs humanitaires, ou est-ce là une raison qui justifie le refus de la demande de statut d'immigrant reçu?

Le coprésident (M. Klein): Monsieur Dinsdale, voulez-vous parler dans le micro.

M. Dinsdale: Voici où je veux en venir, monsieur le président: dans le passé, le dérangement mental était un motif absolu de refus.

Mlle Scott: Il en est ainsi d'après la loi sur l'immigration.

M. Dinsdale: En effet.

Mlle Scott: Dans un cas donné, tout dépend des circonstances quant à l'exercice de notre pouvoir discrétionnaire.

M. Dinsdale: Voyons si nous ne pourrions pas être un peu plus précis. Quelqu'un venu au Canada grâce à un visa de visiteur, demande le statut d'immigrant reçu; on le lui refuse à cause de démence ou maladie mentale découverte dans sa famille. Cette personne peut-elle, pour cette raison, en appeler à la Commission?

Mlle Scott: Oh! oui, toute personne faisant l'objet d'une ordonnance d'expulsion a le droit d'interjeter appel.

M. Dinsdale: Elle le serait. Maintenant, s'agit-il de renseignements confidentiels ou y avez-vous accès?

Mlle Scott: Faites-vous allusion au certificat de maladie mentale?

M. Dinsdale: Oui.

Mlle Scott: Tout dépend du cas, des renseignements recueillis par la Commission ou de ceux qu'elle jugerait nécessaires.

M. Dinsdale: Pouvez-vous répondre à la question suivante? La personne en cause connaît-elle les motifs du refus de sa demande d'immigrant reçu?

Mlle Scott: Je ne saurais le dire, mais elle connaît les motifs de son expulsion, car ils figurent sur l'ordonnance d'expulsion.

M. Dinsdale: Je pose ces questions parce que, dans le passé, ce renseignement était considéré tellement confidentiel que même l'intéressé n'était pas au courant de la chose.

Mlle Scott: La personne connaît toujours le motif de son expulsion; ils figurent sur l'ordonnance.

M. Dinsdale: Puisqu'il en est ainsi, l'intéressé peut en appeler à la Commission et cette dernière étudier l'appel.

Mlle Scott: C'est le seul cas, sauf que le parrainage...

M. Dinsdale: Il en serait de même pour celui qui aurait un dossier criminel?

Mlle Scott: C'est exact. Si une personne est expulsée pour avoir commis un délit prévu, mettons, à l'un des paragraphes de l'article 19 de la Loi sur l'immigration, cela figure sur l'ordonnance d'expulsion.

M. Dinsdale: La Commission a-t-elle déjà été saisie de cas de ce genre où un appel ait été fondé sur une maladie mentale antérieure?

Mlle Scott: Pas que je sache.

M. Brewin: Puis-je poser une question supplémentaire sur un point que j'estime capital? J'ignore si M^{lle} Scott pourra, ou voudra y répondre. Elle vient de déclarer que, quand la Commission est saisie d'un appel, le motif doit être mentionné. Et, sauf erreur, la loi stipule que l'appelant doit être mis au courant par le ministre des motifs qui ont justifié sa décision. Et pourtant, pendant des années, le ministère de l'Immigration avait pour politique de dire: «Vous ne pouvez être admis parce que vous n'avez pas de visa d'immigrant. Nous ne vous dirons pas pourquoi nous vous refusons un visa d'immigrant, mais vous n'en n'avez pas, voilà». Encore aujourd'hui on nous fait des réponses similaires, ce qui signifie qu'on ne déclare jamais le véritable motif du refus du visa d'immigrant. Je me demandais justement si la nouvelle Commission s'était heurtée à ce problème. Si la Loi autorise le ministère à invoquer l'absence de ce document, ce n'est qu'un trompe-l'œil, car lui seul peut accorder un visa d'immigrant, et la Commission d'appel qui n'a d'autre choix doit dire alors, «Eh bien, vous n'avez pas ce document». Nombre de ces appels se révéleront sans doute futiles.

• 1235

Mlle Scott: La Commission ne pourrait certes pas pousser ses recherches sur ce point. Si, de fait, il s'agit d'un cas approprié, et que l'intéressé n'a pas de visa d'immigrant, il n'y a rien à faire. La raison pour laquelle ce visa n'a pas été donné ne relève pas de notre compétence.

M. Dinsdale: En d'autres termes, rien n'est changé, on peut refuser un visa d'immigrant sans en indiquer les motifs: dossier criminel, santé, maladie mentale et ainsi de suite.

Mlle Scott: Oui. On ne saurait confondre admission et expulsion. Nous pourrions, bien entendu, rectifier une situation si nos pouvoirs discrétionnaires nous le permettent, mais légalement la personne est sujette à expulsion.

M. Orlikow: Je me demande si M^{lle} Scott pourrait nous parler des demandes refusées. Il s'agit, je pense, d'environ la moitié des cas que vous avez étudiés. Combien l'ont-ils été pour la simple raison que l'intéressé, ne possédant pas de visa, n'était pas admissible?

Mlle Scott: Dans tous les cas, que l'intéressé compare devant la Commission ou non, nous tenons compte de l'article 15, pouvoirs discrétionnaires. Cela n'est pas toujours facile car il n'y a pas d'autres renseignements que ceux que l'agent chargé de mener une enquête spéciale est parvenu à obtenir de la personne en cause. Évidemment, nous aimons bien voir les personnes quand c'est possible, mais la plupart du temps ils ne prennent même pas la peine de nous écrire.

M. Orlikow: Monsieur le président, puis-je poser une autre question qui, à mon avis, est importante? Si j'ai bien compris, M^{lle} Scott a dit que, lorsque le ministre dépose une déclaration portant qu'une personne est expulsée ou qu'elle ne peut pas rester au Canada pour des raisons de sécurité, cela met un terme à l'appel, pour autant que la Commission est concernée?

Mlle Scott: Non, cela entrave notre compétence. Selon l'article 15, nous ne pouvons pas tenir compte de motifs humanitaires ou de compassion. Nous pouvons entendre l'appel, s'il s'agit d'une expulsion illégale.

M. Orlikow: L'établissement de votre Commission n'a donc rien fait pour permettre la revue impartiale de cas où l'appelant estime fautif le jugement basé sur des raisons de sécurité.

Mlle Scott: La Commission n'a aucune compétence dans ce domaine.

M. Munro: Puis-je poser une question supplémentaire, monsieur le président?

M. Orlikow: Non, monsieur le président. Si ce que M^{lle} Scott dit est exact, et je suppose qu'elle est au courant des pouvoirs et de la compétence de la Commission, nous ne sommes pas plus avancés qu'auparavant.

M. Munro: Mais là n'est pas la question.

M. Orlikow: J'aimerais qu'on éclaire ma lanterne à ce sujet.

Mlle Scott: Peut-être conviendrait-il que je vous lise l'article 21 de la loi sur la Commission d'appel de l'immigration:

(1) Nonobstant toute disposition de la présente loi, la Commission ne doit pas

- a) dans l'exercice de la discrétion en vertu de l'article 15 surseoir à l'exécution d'une ordonnance d'expulsion ou, par la suite prolonger ou renouveler le sursis, annuler une ordonnance d'expulsion, ou ordonner le droit d'entrée ou de débarquement soit accorder à des personnes, ...

Puis il y a un autre paragraphe sur le parrainage:

«s'il est produit aux membres de la Commission un certificat signé par le ministre et par le solliciteur général où ils déclarent qu'à leur avis, fondé sur les rapports de sécurité ou de police criminelle ...»

Ce certificat nous lie absolument, nous ne pouvons pas effectuer des recherches quant à sa validité. L'existence de ce certificat constitue une preuve péremptoire.

Le coprésident (M. Klein): Si un homme a commis un délit au Canada, un certificat de ce genre pourrait-il être émis uniquement sur la foi de ce délit criminel, et non de la sécurité?

Mlle Scott: Non. Il le pourrait s'il s'agissait d'un délit contre la sécurité.

Le coprésident (M. Klein): En effet.

Mlle Scott: Mais la seule existence d'un délit criminel ou d'une condamnation en vertu du Code criminel n'aboutirait pas nécessairement à cela.

• 1240

M. Orlikow: Monsieur le président, voilà qui me ramène réellement au point sur lequel, j'en suis sûr, je ne suis pas le seul à m'interroger. De fait, j'ai souvent dit que j'avais eu très peu de ces cas. J'imagine qu'il n'y a pas un député qui représente les électeurs d'une circonscription urbaine plutôt diversifiée quant aux nationalités qu'elle renferme, à qui on n'ait rapporté un cas de ce genre. Il s'agit peut-être de gens dont les parents ont eu de la difficulté à être admis en raison d'affiliations politiques qui remontent parfois à 20 ou 30 ans. Cela me semble tout à fait injuste. Je sais qu'il y a la loi, mais, apparemment, nous aurons les mêmes difficultés qu'auparavant si, sur la recommandation des

autorités de sécurité, le ministre peut rendre une décision péremptoire. Et il ne s'agit pas seulement des personnes intéressées.

Je puis comprendre qu'il répugne aux autorités de sécurité de révéler leur source de renseignements aux gens qui se heurtent à certaines difficultés, mais il faudrait un organisme impartial, distinct du ministère et des organismes de sécurité, qui puisse étudier privément les renseignements et, sans les dévoiler aux intéressés. J'essaie d'être réaliste, monsieur le président.

Le coprésident (M. Klein): Je ne veux pas vous interrompre, monsieur Orlikow, mais deux autres personnes ont droit de parole avant vous. Si vous avez une question à poser, je vous demanderais d'être aussi bref que possible.

M. Orlikow: Non; ma question...

Le coprésident (M. Klein): J'entends une question supplémentaire.

M. Orlikow: Je ne suis pas satisfait de la réponse de M^{lle} Scott, mais je suis sûr qu'elle a répondu suivant les présentes dispositions de la loi. Cela m'a indiqué les mesures que certains d'entre nous auront à prendre.

M. Munro: Monsieur le président, j'ai une question supplémentaire, pour préciser ce que soulignait M. Brewin. A supposer qu'on refuse un visa d'immigrant à une personne qui est déjà au Canada et qu'après une enquête spéciale ce soit l'unique motif de l'ordonnance d'expulsion, cette personne peut-elle quand même en appeler à la Commission? Le refus peut s'inspirer de motifs d'ordre juridique, comme c'est souvent le cas, mais la situation a maintenant changé, car la Commission précédente n'avait pas de pouvoirs discrétionnaires. A ce sujet, la nouvelle Commission pourra suspendre l'expulsion, ce qui améliore sensiblement la situation comparativement à ce qu'elle était auparavant. Mais M. Brewin prétend qu'il n'y a rien de changé. Or, la situation est loin d'être la même.

M. Brewin: Si je puis m'exprimer ainsi, je suis d'accord avec M. Munro, excepté que les pouvoirs de cette Commission sont, après tout, restreints aux motifs humanitaires et de compassion. Même si ces motifs n'existent pas, l'aspirant-immigrant a peut-être d'excellentes chances de les faire valoir en vue de son admission.

M. Munro: Si l'ordonnance d'expulsion se fonde uniquement sur l'absence d'un visa d'immigration, et si l'intéressé se présente, à

titre d'appelant, devant la Commission, dont les pouvoirs ont été élargis—lorsque le Parlement a été saisi de ce projet de loi, nous avons tous convenu, je crois, que le champ des motifs humanitaires et de compassion était très vaste—il pourra, dans bien des cas, présenter un solide argument pour que la Commission exerce sa discrétion.

Un autre point, c'est que si une personne a un casier judiciaire et qu'elle fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion, si j'ai bien compris ce que M^{lle} Scott a dit, cela ne peut servir de base à un certificat ministériel invoquant des motifs de sécurité pour refuser formellement l'admission.

Le coprésident (M. Klein): A moins que cela ne vienne de la section des renseignements.

M. Munro: En effet.

Mlle Scott: Non. Nous avons eu plusieurs cas où l'ordonnance d'expulsion était fondée sur une condamnation en vertu, mettons, du Code criminel. C'est une ordonnance légale, en vertu de la Loi sur l'immigration, mais les circonstances peuvent nous permettre d'exercer notre discrétion en vertu de l'article 15.

M. Dinsdale: Monsieur le président, pour revenir au point que j'ai soulevé, à savoir, que le refus d'un visa d'immigration est un motif suffisant pour en appeler de la décision, si une personne doit être expulsée parce qu'elle n'a pas obtenu de visa d'immigration, elle peut interjeter appel.

• 1245

Mlle Scott: Elle peut en appeler de toute ordonnance d'expulsion.

M. Dinsdale: Mais si, dans le cadre de la question à l'étude, les motifs du refus d'un visa d'immigration sont confidentiels, sur quoi fonde-t-on l'appel? Quels arguments invoque-t-on quand les intéressés se présentent devant la Commission?

Mlle Scott: Ils doivent fonder leur appel sur les pouvoirs discrétionnaires prévus à l'article 15.

M. Dinsdale: Mais, ils ne savent pas pourquoi ils n'ont pas obtenu de visa d'immigration?

Mlle Scott: Je ne crois pas que cela ait nécessairement quoi que ce soit à la question. Ils pourraient se présenter devant nous et déposer une preuve qui nous permettrait d'exercer notre discrétion en vertu de l'article 15. Les motifs du refus de visa peuvent, et c'est parfois le cas, n'avoir aucun rapport avec le sujet.

M. Dinsdale: Mais, ils auront de la difficulté à plaider leur cause. Par exemple j'ai connu un cas intéressant—comme l'affaire est classée maintenant, je peux m'y reporter—où des personnes avaient fréquenté l'un des camps de formation de la jeunesse hitlérienne. Elles ne pouvaient certainement pas faire état de cette situation devant la Commission d'appel.

Mlle Scott: Non; mais, elles pouvaient faire état d'autres motifs pour rester au Canada, qui auraient pu être fondés sur toute preuve dont elles disposent.

Le coprésident (M. Klein): Pourvu qu'aucun certificat...

Mlle Scott: Pourvu qu'il n'y ait aucun certificat.

M. Dinsdale: Un certificat aurait...

Mlle Scott: Un certificat les en aurait empêchées.

M. Dinsdale: En effet. On se heurte toujours au même problème.

Mlle Scott: S'il n'y a pas de certificat, les personnes ont le loisir de faire état de tout ce qui pourrait aboutir à une décision par suite de motifs humanitaires et de compassion.

Le coprésident (M. Klein): Est-ce tout, monsieur Dinsdale?

M. Dinsdale: Oui.

M. Skoreyko: Croyez-vous que vos pouvoirs en vertu de l'article 15 sont assez étendus, ou faudrait-il en élargir la portée?

Mlle Scott: Je ne crois pas que nous ayons fait assez pour être en mesure de répondre à votre question. Jusqu'ici, nous avons pu travailler dans les limites de l'article 15. Je crois qu'il est juste de dire qu'évaluer la situation personnelle des appelants qui se présentent devant nous est la partie la plus difficile de nos fonctions.

M. Skoreyko: Personnellement, je ne crois pas que vos pouvoirs soient assez étendus.

Mlle Scott: Je ne suis pas encore en mesure de vous répondre. Nous n'existons pas depuis assez longtemps pour que quelque chose de concret en ressorte.

M. Skoreyko: Merci.

Le coprésident (M. Klein): Supposons que quelqu'un fasse l'objet d'une ordonnance d'expulsion, qu'il soit détenu et qu'on lui ait refusé tout cautionnement, peut-il s'adresser à vous pour obtenir sa mise en liberté provisoire?

Mlle Scott: Oui; il peut s'adresser à nous pour obtenir sa mise en liberté. Monsieur Sloan, avez-vous des chiffres à nous donner, là-dessus?

M. Sloan: Oui. Nous avons reçu 17 demandes de mise en liberté; nous en avons accepté neuf et rejeté huit.

Le coprésident (M. Klein): Et la demande est présentée à Ottawa?

M. Sloan: La demande est présentée à la Commission, à Ottawa.

Mlle Scott: Elle est présentée par écrit.

Le coprésident (M. Klein): Puis-je vous poser une autre question, la dernière? Je trouve fâcheux que la Commission d'appel ne puisse réexaminer le système de points. Croyez-vous qu'en toute justice pour l'appelant, la Commission d'appel devrait avoir le droit de réexaminer l'appréciation?

Mlle Scott: Je crois que ce n'est pas à moi à répondre à cette question. C'est une question de politique concernant des modifications à apporter à la Loi sur l'immigration.

M. Munro: Je ne peux m'empêcher de penser qu'on nous laisse ici sous une fausse impression. Ce réexamen du système de points et cette autre question du refus parce qu'une personne n'a pas de visa d'immigration sont maintenant deux situations auxquelles on pourrait remédier. Tel n'était pas le cas auparavant. Grâce à ses pouvoirs discrétionnaires, que l'ancienne Commission n'avait pas, la nouvelle Commission peut, en fait, ordonner la suspension de l'expulsion dans les deux cas. Auparavant, elle ne le pouvait pas. Elle ne peut sans doute pas reprendre toute l'appréciation, mais si la personne en cause croit qu'on a fait preuve d'injustice envers elle en lui accordant trop peu de points et qu'elle parvient à prouver de façon valable qu'elle mérite une décision pour des motifs de compassion et humanitaires, elle gagnera son point.

• 1250

Le coprésident (M. Klein): Ce que vous dites est tout à fait exact, mais je parle du cas de celui qui entre au Canada à titre de visiteur, aime le milieu canadien, n'a pas de motifs de compassion, n'est ici que depuis deux semaines, présente une demande, fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion, comparait devant la Commission et, qui, même s'il n'a pas de motifs de compassion, fait état de motifs valables en vue du réexamen de ses points d'appréciation. Dans un tel cas, la

Commission ne peut exercer sa discrétion; elle doit ordonner son expulsion parce qu'il n'y a pas de motifs de compassion.

M. Brewin: Monsieur le président, je voudrais faire remarquer que lorsqu'une personne obtient le statut d'immigrant reçu au Canada et qu'elle est expulsée à cause de quelque délit, la Commission peut alors, en vertu de la Loi sur la Commission d'appel de l'immigration, tenir compte de toute circonstance en vue d'établir s'il faut suspendre ou non l'ordonnance d'expulsion. Elle a les pouvoirs les plus étendus en vertu de l'article 15. Mais dans le cas de personnes qui n'ont pas encore le statut d'immigrant reçu, mais qui ont demandé l'admission au Canada, qu'elles soient parrainées ou qu'il s'agisse de visiteurs faisant l'objet d'une ordonnance d'expulsion, la Commission n'a plus, je crois, qu'une marge relativement restreinte d'action. Après tout, aussi bienveillante que la Commission le soit, elle ne peut agir, car l'ordonnance d'expulsion a été rendue sans sens pratique. Elle doit trouver des motifs de compassion. Comme vous le dites, même si l'appréciation était clairement ridicule, la Commission éprouverait beaucoup de difficulté à agir. Je crois que la manière voulue de résoudre le problème serait d'étendre les pouvoirs de la Commission de façon à ce qu'elle puisse agir dans des circonstances exceptionnelles—non pas qu'elle doive réexaminer chaque appréciation et dire qu'une certaine personne devrait obtenir quatre points pour l'instruction au lieu de cinq, ou quoi que ce soit de semblable. Il pourrait fort bien se présenter un cas où l'appréciation soit anormale. M. Kent lui-même a dit que, d'après cette base personnelle, beaucoup n'attribuaient qu'un chiffre moyen, bon ou mauvais, que personne n'obtenait jamais 15, aussi excellent qu'il soit, mais plutôt cinq, six ou sept. Supposons que quelqu'un obtienne 47 points et que quelque chose ne va absolument pas. Dans ce cas, la Commission devrait sûrement avoir le droit, si elle se veut un tribunal d'appel efficace, d'exercer sa discrétion. Je crois qu'il revient à nous de recommander que soient étendus les pouvoirs discrétionnaires de la Commission.

Mlle Scott: Si vous faites cela, monsieur Brewin, il faudra que vous nous assuriez plus de membres.

Le coprésident (M. Klein): Si personne n'a d'autres questions à poser, permettez-moi de vous exprimer combien nous avons tous été heureux de vous compter parmi nous aujourd'hui.

Mlle Scott: Juste un mot qui pourrait vous intéresser. Nous avons rédigé deux brochures l'une traitant des appels relatifs aux ordonnances d'expulsion, l'autre, des appels concernant les immigrants parrainés. Elles sont sous presse, et M. Sloan en a quelques exemplaires que votre secrétaire pourra verser à ses dossiers. Ces brochures seront en français et en anglais, le texte français d'un côté, le texte anglais de l'autre. Elles sont en voie d'être traduites dans les sept langues les plus courantes, et les appelants, de toutes les dénominations ethniques, en fait, tout le monde qui en voudra pourra s'en procurer des enquêteurs spéciaux. J'enverrai des exemplaires de la brochure bilingue à tous les députés et sénateurs, et je demande à tous ceux qui voudraient en obtenir dans l'une ou l'autre des langues disponibles de bien vouloir nous le faire savoir, car les brochures sont actuellement sous presse.

M. Brewin: J'aimerais savoir si les rapports sur les sept cas juridiques sont sous une forme publiable quelconque et, dans l'affirmative, si les membres du Comité pourront en prendre connaissance.

Mlle Scott: Je suis encore aux prises avec le problème du tirage, monsieur Brewin, qui est insuffisant. Je crois que nous devons obtenir des crédits à ce sujet.

Le coprésident (M. Klein): Personne n'a d'autres questions à poser? Alors, je vous remercie beaucoup, mademoiselle.

Mlle Scott: C'est moi qui vous remercie.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
1207 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637
TEL: 773-936-3200

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
1207 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637
TEL: 773-936-3200

RAPPORT OFFICIEL DES PROCÈS- VERBAUX ET TÉMOIGNAGES

La présente édition contient les délibérations en français ou une traduction française de l'anglais.

Le public peut se procurer des exemplaires ou des séries complètes en s'abonnant auprès de l'Imprimeur de la Reine. Le prix varie selon le Comité.

Traduit au bureau de la Traduction générale,
Secrétariat d'État.

Le greffier de la Chambre,
ALISTAIR FRASER.